



Le communisme: le meilleur placement d'avenir

Le krach de 87

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans le n°439 de Workers Vanguard, le journal de nos camarades américains de la Spartacist League.

Effondrement, panique, hystérie, peur: ce sont les mots utilisés pour décrire Wall Street ces derniers jours. Le lundi noir 19 octobre, le marché des valeurs a perdu un demi-milliard de dollars, soit 23% de sa valeur totale. Et les cours continuent à baisser. En comparaison, le Lundi noir du 28 octobre 1929, le marché avait chuté de seulement 13%. Ce sont les "valeurs sûres" comme IBM, General Motors et AT&T qui ont pris les plus gros bouillons. Et comme en 29, où le krach de New York avait conduit à un effondrement financier dans le monde capitaliste tout entier, le lundi noir de Wall Street s'est propagé rapidement à la City de Londres, aux Bourses de Francfort, de Paris, de Tokyo et de Hong-Kong.

Ce lundi noir est un tournant historique. L'économie américaine ne sera jamais plus comme avant. Pourquoi? Et pourquoi maintenant?

Il y a deux ans et demi, nous écrivions: "La bande à Reagan vit dans un paradis des dupes, sur du temps et de l'argent à crédit" ("Reagan's Dollar Boom Going Bust?", *Workers Vanguard* n°376, 5 avril 1985). Les cinq ans de hausse à Wall Street ont vu la poursuite à un rythme soutenu de la désindustrialisation de l'Amérique. La valeur boursière de sociétés dont la capacité de production réelle fondait, était multipliée par deux ou même par trois. La richesse augmentait vertigineusement sur le papier, et l'économie réelle stagnait. Un krach aurait dû se produire

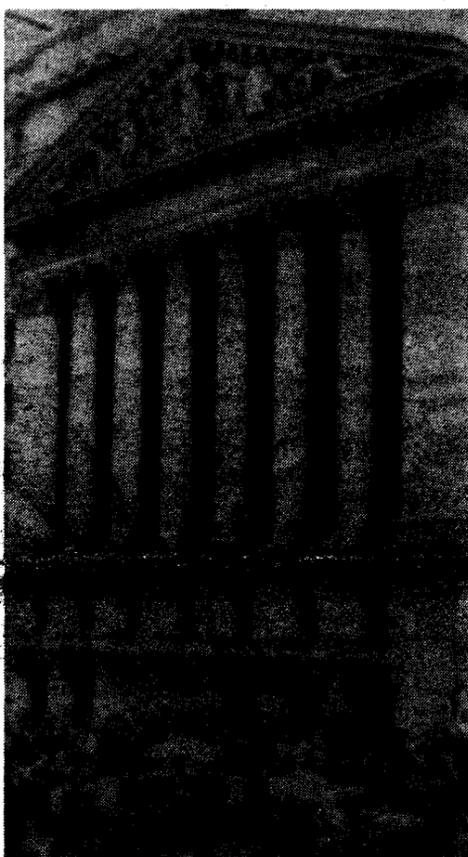


Pierre Schwartz

Le lundi noir 19 octobre, Wall Street a perdu 500 milliards de dollars. Londres, Paris, Tokyo, Hong Kong ont suivi dans la chute.

depuis longtemps, il était attendu depuis belle lurette, et il n'en a été que plus terrible. Et quand la bourgeoisie dévalue sa richesse d'un tiers, elle a en général raison.

Comme nous l'avons noté dans le document principal *Toward Revolutionary Conjunction*, adopté le mois dernier par la 8e Conférence nationale



AFP

de la Spartacist League/US, "Les années Reagan ont été marquées par une détérioration qualitative de la position du capitalisme américain au niveau international, jetant les bases pour une crise financière et fiscale majeure. En finançant le réarmement à coups de réductions d'impôts pour les gens aisés, le gou-

vernement Reagan a accumulé un déficit budgétaire plus gros que le total cumulé dans les quelque deux derniers siècles de la république américaine. Pour couvrir ce déficit on fait fortement appel à l'argent étranger. En l'espace de quelques années, les USA sont passés de la position de première nation mondiale créancière à celle de première débitrice." Wall Street a fini par s'effondrer sous le poids des "deux tours jumelles" des déficits historiques du budget et de la balance des paiements.

Ce sont des financiers japonais, des banquiers allemands et des chéïks arabes qui ont payé pour la guerre des étoiles et les autres projets ruineux du Pentagone. Wall Street était présentée comme un "refuge" pour le capital étranger. Dans l'Amérique de Reagan, les riches devaient devenir plus riches, les pauvres être privés de toute aide sociale et les ouvriers être remis à leur place... tout en bas. Mais les "reaganomics" n'étaient qu'un gigantesque miroir aux alouettes, et la confiance des capitalistes vient de partir en fumée.

L'effondrement de la présidence Reagan a été un signe annonciateur de celui de Wall Street. L'Iran/Contra-gate avait mis du plomb dans l'aile au Rambo de la Maison Blanche. Mais au lieu d'adopter un profil bas, Reagan est entré dans une véritable frénésie. Il joue à la guerre des nerfs avec Khomeiny dans le golfe Persique.

Reagan est un cadavre politique, mais il émet toujours des sons. L'exécutif de la classe dirigeante américaine est maintenant à la fois dangereusement vacillant et paralysé, une situation que l'éditorialiste libéral James Reston a bien résumée: "Au moment

Suite page 6

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

Halte aux expulsions!

Obligé de reculer sur son projet de "réforme" raciste du code de la nationalité, le régime chiraquien, cherchant à concurrencer Le Pen sur son terrain, se venge en faisant tourner à plein régime sa machine à expulser. En un an, ce sont 16783 "reconduites à la frontière" qui ont été prononcées, dont 10080 ont été exécutées (*Libération*, 15 octobre) - 10080 êtres humains

dont l'existence a été broyée par une machine bureaucratique-policrière inhumaine. Tout "immigré" qui a le malheur de ne pas "être en règle" avec le fouillis incohérent et contradictoire de règlements, de décrets et de circulaires administratives qui régissent son "séjour" en France devient immédiatement un "clandestin", que les flics peuvent impunément traiter comme le pire des criminels. Les gens qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester, d'y vivre et d'y travailler!

Parfois, lorsqu'une victime de l'arbitraire policier peut se défendre, la presse fait état de ce qui se passe dans la pénombre des commissariats. Ainsi, le 7 octobre, "Papa" Wemba, un musicien zaïrois connu,

arrivé en France fin juin (et muni d'un visa parfaitement en règle) est convoqué au commissariat de Nanterre où un inspecteur le déclare "en situation irrégulière", lui demande s'il sait lire, tente de lui faire signer un procès-verbal où il "admettrait" son expulsion et l'envoi au "dépôt". "Là, précise Wemba, on me met à poil devant tout le monde, une vingtaine de personnes, hommes, femmes, jeunes filles, que des Noirs, pour une fouille terriblement humiliante. Pour nous, les Africains, la nudité c'est très grave. En dehors de sa femme, personne ne doit voir un homme nu. On a beaucoup de pudeur et on ne se montre même pas devant ses enfants. A 38 ans, c'est la première fois que je me

Suite page 12

L'affaire Dreyfus



B.N.

voir p.8

M 2651 - 78 - 4.00 F



3792651004007 00780

Des syndicalistes noirs sud-africains en danger

Libérez Moses Mayekiso!

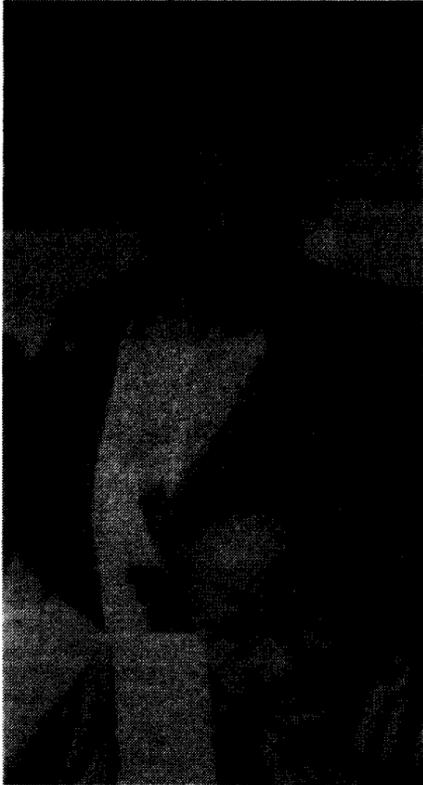
L'article ci-dessous est adapté de Workers Hammer n°92 (octobre), mensuel de nos camarades de la Spartacist League/Britain.

Moses Mayekiso, secrétaire général du National Union of Metalworkers of South Africa, nouvellement formé, est accusé de haute trahison, de subversion et de sédition. Son procès devait s'ouvrir le 19 octobre. Avec lui, quatre autres sont sous le coup des mêmes accusations dont l'origine est leur activité politique dans la township d'Alexandra, au nord de Johannesburg: le jeune frère de Mayekiso, Mzwanele Mayekiso, Paul Tshabalala, Richard Mdakane et Obed Kopeng Bapela. S'ils sont déclarés coupables, ces courageux combattants contre l'apartheid risquent d'être exécutés par le régime assassin de Botha. En outre, plusieurs dizaines de militants attendent déjà d'être exécutés en Afrique du Sud.

La lutte pour libérer Mayekiso et ses camarades d'Alexandra a touché un sentiment profond parmi les syndicalistes britanniques. Un appel des Amis de Moses Mayekiso, paru dans le *Guardian* de Londres (18 septembre), a été signé par de nombreux dirigeants syndicaux au niveau national, et des centaines de sections locales de plus de trente syndicats. Nous avons appelé à une mobilisation ouvrière internationale, pour sauver ces combattants anti-apartheid (*Workers Vanguard* n°428, 15 mai), et le Partisan Defense Committee (PDC) a envoyé des télégrammes de soutien aux syndicats sud-africains des travailleurs des mines et de la métallurgie. Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont des actions ouvrières pour sauver Mayekiso, tous les syndicalistes et les combattants anti-apartheid emprisonnés, y compris des mobilisations et des grèves de masse.

Moses Mayekiso est membre du comité exécutif du Congress of South African Trade Unions (COSATU). Comme d'innombrables autres avant lui, venant des régions rurales pauvres, le jeune Mayekiso quitta son "homeland" du Transkei et devint ouvrier immigré dans les mines. Il alla plus tard travailler chez Toyota où, en 1978, il adhéra au jeune syndicat Metal and Allied Workers Union (MAWU). Visé pour ses activités syndicales, il fut licencié en 1979. En 1980, en tant que secrétaire régional du MAWU au Transvaal, il joua un rôle clé dans la transformation du syndicat des ouvriers de la métallurgie en un des plus puissants syndicats noirs d'Afrique du Sud.

L'efficacité de Mayekiso en tant que dirigeant syndical et sa réputation dans sa township ont fait de lui une cible privilégiée de l'Etat policier de l'apartheid qui lui a infligé la torture et la prison. Il fut arrêté



Socialist Organiser

Moses Mayekiso, dirigeant du syndicat de la métallurgie.

en 1984, à la suite de la grève massive des mineurs de Witwatersrand et relâché un mois plus tard après une action des syndicalistes sud-africains. Il fut arrêté et relâché deux fois encore en 1985. Début 1986, les flics firent une descente, mirent à sac son appartement et le traînèrent une fois de plus au centre de détention tristement célèbre de John Vorster Square. Les membres du MAWU se mirent en grève pour obtenir sa libération et l'élirent secrétaire général de leur syndicat.

La soif de vengeance répressive s'étendit à la Grande-Bretagne de Thatcher. Lorsque Mayekiso s'y rendit en 1986, il fut détenu à l'aéroport de Heathrow pendant six jours, déshabillé et fouillé. Mayekiso fut arrêté en Afrique du Sud en juin 1986 à son retour d'un voyage en Europe où il avait été organiser un soutien international pour des membres du MAWU engagés dans une dure bataille dans l'usine de Sarmcol de la British Tyre and Rubber Cie. Lorsque Mayekiso comparut devant le tribunal en janvier de cette année-là, 200 syndicalistes y compris le secrétaire général du COSATU, Jay Naidoo, et le dirigeant du NUM, Cyril Ramaphosa, manifestèrent à l'extérieur.

Mayekiso est détenu depuis juin 1986. Mais ce n'est qu'en avril qu'il

a été accusé de trahison pour ses activités politiques à Alexandra qui remontaient à plus d'un an, où il avait été élu responsable du comité d'action d'Alexandra. Le comité avait pris lui-même en charge la gestion de la township quand les résidents s'étaient soulevés en février 1986 et avaient chassé les flics et les fonctionnaires du gouvernement. Moses Mayekiso, son frère Mzwanele et les trois autres accusés étaient tous des responsables du comité. Les accusations qui pèsent contre eux sont ouvertement politiques, notamment parce que Mayekiso et ses camarades défendent la position "[...] que la classe ouvrière, y compris les chômeurs, la jeunesse et tous les autres membres de la communauté, doivent se mobiliser, s'organiser et s'unir contre le système capitaliste et son Etat" (*Workers Press*, 26 septembre).

Mayekiso, dont les origines se situent dans la fédération syndicale du FOSATU plus "ouvriériste", a parfois fortement défendu ses convictions politiques en opposition avec celles de l'African National Congress. A la récente conférence de fusion, le syndicat de Mayekiso, le NUMSA, s'est situé en opposition, réaffirmant qu'il voulait construire le socialisme, au lieu d'adopter la Charte des libertés de l'ANC, dont la perspective est une Afrique du Sud capitaliste "démocratique", comme "première étape" de la libération des masses africaines.

Aujourd'hui, avec l'héroïque prolétariat noir au centre de la bataille contre l'esclavage de l'apartheid, la menace de mort qui pèse sur Mayekiso est un assaut frontal de Botha et Cie contre tout le mouvement syndical noir. C'est un devoir élémentaire et urgent pour tous les ennemis du régime raciste de se rassembler pour la défense de Mayekiso quelles que soient les divergences politiques ou programmatiques sur la lutte anti-apartheid. Les enjeux de ce cas sont très importants.

POUR UNE DEFENSE LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

La lutte pour la libération de Moses Mayekiso peut devenir un puissant élan de défense internationale, soutenu par la force de la classe ouvrière organisée. Mais ce cas a précipité d'après querelles dans la gauche et dans le mouvement ouvrier britanniques. L'*Observer* de Londres (13 septembre) a publié un rapport mensonger sur le fait que le Mouvement anti-apartheid (MAA), soutenu par les dirigeants de l'ANC à Londres, était opposé à la campagne pour la libération de Mayekiso sur la base qu'elle était fondée sur le "culte de la personnalité" et "organisée par les trotskystes". Le 20 septembre, le journal s'est rétracté, mais n'a pas démenti le fait que "M. John Daly, secrétaire général du syndicat des employés, le NALGO, ait écrit à toutes les sections pour leur dire que cette campagne était l'opposée à la politique du NALGO".

Le NALGO a confirmé à *Workers Hammer* qu'il a bien envoyé une circulaire pour décourager ses sections de soutenir la pétition des Amis de Moses Mayekiso, dont un des organisateurs principaux est le Socialist Workers Party (SWP), capitaliste d'Etat, de Tony Cliff. Les raisons avancées par le NALGO sont que la campagne s'est faite sans consultation des "organes reconnus" tels que l'ANC et le MAA national, et que Mayekiso a été monté en épingle "à la manière d'un culte de la personnalité". Récemment, le SWP a refusé de participer à un rassemblement pour la libération de Mayekiso le 10 octobre, en disant que cela "affaiblirait" la marche prochaine à Londres pour les sanctions.

Néanmoins, un certain nombre de sections du NALGO ont ajouté leurs noms à la pétition exigeant la libération immédiate et sans conditions de Mayekiso et le MAA national a publié de brefs articles dans son bulletin, défendant Mayekiso. Au-delà des sordides querelles autour du cas de Mayekiso, le MAA, la direction des syndicats britanniques et les différents groupes de la pseudo-gauche, partagent un programme commun de pressions sur la bourgeoisie impérialiste raciste britannique pour qu'elle applique des sanctions contre l'Afrique du Sud. Dans une récente conférence du National Union of Mineworkers et du MAA à Sheffield, le cas de Mayekiso fut enterré pendant que le dirigeant du NUM, Arthur Scargill, parlait sous la banderole "Interdisez le charbon sud-africain, maintenant".

En automne 1985, lorsque l'Etat de l'apartheid s'appropriait à exécuter le militant de l'ANC Benjamin Moloise, la tendance spartaciste aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne avait été à l'initiative et avait participé à des mobilisations de front unique pour tenter d'empêcher son exécution. Le PDC avait envoyé un télégramme aux dirigeants principaux du syndicat des dockers des Etats-Unis, avec cette revendication: "La classe ouvrière doit immédiatement arrêter tous les chargements de bateaux pour l'Afrique du Sud pour arrêter les exécutions! Sauvez Moloise!" Bientôt, 19 dirigeants de l'United Democratic Front anti-apartheid vont passer en procès pour trahison. S'ils sont jugés coupables, ils seront pendus. Trente-deux autres courageux combattants anti-apartheid, déjà reconnus coupables, vont être exécutés, et des centaines de grévistes inculpés pendant les récentes grèves sont dans l'attente d'un procès sous diverses charges. Libérez toutes les victimes de la répression de l'apartheid!

Il est urgent que le mouvement ouvrier international se mobilise pour exiger la libération de Mayekiso et de ses quatre camarades. Récemment, les mineurs sud-africains ont montré à nouveau leur ardeur combattive et les mineurs britanniques, qui se sont battus héroïquement il y a deux ans, sont encore sous le feu de Thatcher. La solidarité et la combativité des masses ouvrières d'Afrique du Sud, de Grande-Bretagne et du monde entier doivent être rassemblées au travers d'une campagne de défense militante lutte de classe pour libérer Moses Mayekiso et tous les combattants anti-apartheid des mains de l'assassin Botha! Les messages de soutien doivent être envoyés à: NUMSA (MAWU), AP Hing Building, 397 Kempston Road, Port Elizabeth 6001, Afrique du Sud. Une attaque contre un est une attaque contre tous!

Libérez Vanunu!

Après plus d'un an de détention, tenu au secret dans la prison d'Askelon, Mordechai Vanunu sera à nouveau devant ses juges le 1er décembre. Dans ce procès à huit clos, il risque sa vie pour son acte courageux: révéler à l'humanité la puissance nucléaire d'Israël qui fait peser sur le monde la menace d'un holocauste nucléaire.

Au niveau international, plusieurs voix s'élèvent pour briser le mur du silence derrière lequel le gouvernement sioniste veut bâillonner Vanunu. A Londres, le 21 septembre, une manifestation à l'appel de son frère Meir et de plusieurs organisations dont le Campaign for Nuclear Disarmament, le Jewish Socialist Group, l'Anti-Apartheid Movement, a réuni 80 personnes environ devant l'ambassade d'Israël pour réclamer sa libération. Le 23 octobre, le *Guardian*

de Londres annonçait que le "prix Nobel" alternatif lui serait remis à Stockholm le 29 décembre avec 25000 dollars. L'été dernier, 30 parlementaires britanniques et 9 députés australiens avaient déjà proposé Vanunu pour le prix Nobel de la paix. Aux Etats-Unis, le Partisan Defense Committee, organisation de défense lutte de classe, non sectaire, en accord avec les buts politiques de la Spartacist League/US, et en France la LTF, ont envoyé à l'ambassade d'Israël une missive demandant sa libération immédiate. Du fond de sa prison, Vanunu écrivait à son amie Judy Zimmet: "J'ai fait ce que je crois être bon pour la paix et la sauvegarde de la terre." Il faut arracher Vanunu de sa prison. Il faut une mobilisation ouvrière au niveau international pour défendre sa cause! ■

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: Gaspard-Monge
4, rue Bapst, 92600 ASNIERES
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Bas les pattes devant les nationalistes basques!

Raid gestapiste au Pays basque

27 octobre -- Le samedi 3 octobre, Mitterrand et Chirac ont mis le Pays basque français en état de siège. Deux mille policiers mobilisés. Des commandos spéciaux du GIGN et du RAID, en tenue bleu nuit, la cagoule sur la tête et le gros calibre à la ceinture. Même un hélicoptère est réquisitionné pour coordonner l'opération "antiterroriste" -- une vaste rafle antibasque dans le plus pur style gestapiste. A l'aube, ils sont postés partout, dans les cages d'escalier, sur les toits, cernant même des cabanes de berger... En quelques minutes, une centaine d'appartements sont perquisitionnés. Quand les portes tardent à s'ouvrir, les flics les enfoncent, l'arme au poing. Une centaine d'hommes et de femmes sont interpellés. Femmes et enfants compris, ils se retrouvent derrière les barbelés du camp de la Butte-aux-Cailles, une caserne de CRS près d'Anglet. Une charrette d'une soixantaine de réfugiés basques est livrée à Madrid. A la police espagnole de faire le tri, recourant pour cela -- ainsi qu'en témoigne le dernier rapport d'Amnesty International -- à la torture. Et depuis la grande rafle du 3 octobre, chaque jour apporte son expulsion "ordinaire" d'un "membre présumé" de l'ETA...

Version officielle: l'opération du 3 ferait suite à la découverte, lors d'une précédente perquisition dans le cadre de la traque de Philippe Bidart (désigné chef présumé d'Iparretarrak, accusé du meurtre d'un gendarme), d'un fichier de l'ETA comportant 500 noms. Bien curieuse imprudence! Pour Maître Denis Langlois, responsable de la Ligue des droits de l'homme, en guise d'organigramme de l'ETA ce n'est en fait que la liste des quelque 500 familles qui ont répondu l'an dernier à la campagne "Un réfugié, un toit", destinée à fournir des hébergements à des réfugiés basques. Tous les interpellés avaient pignon sur rue, vivant et travaillant en France depuis des années, et possesseurs, pour beaucoup, d'un titre de séjour en bonne et due forme. Pour les expulser, la France, terre d'arbitraire, a eu recours à la procédure d'"urgence absolue" (en cas de "nécessité impérieuse pour la sécurité de l'Etat et pour la sécurité publique"), qui saisit la justice après coup. Et les prétendus "terroristes" expulsés ont si peu à voir avec les *etarrak* que même la justice espagnole, néo-franquiste, a été obligée d'en relâcher à ce jour la moitié... Halte à la chasse aux Basques! Non aux expulsions et extraditions des Basques! Droit d'asile pour toutes les victimes de la terreur réactionnaire! Abolition des CRS et autres GIGN et RAID!

A BAS L'EUROPE DES POLICES!

Depuis plusieurs mois, le Pays basque français vit en état d'insécurité policière. Sous prétexte de chasse aux nationalistes de l'ETA et d'Iparretarrak ("Ceux du Nord", soupçonnés d'attentats), police et gendarmerie quadrillent le pays. Et ça ratisse large, multipliant les perquisitions aux sièges de journaux basquistes comme *Abil* ou *Ekaitza*, dans les locaux d'organisations culturelles ou d'entraide, dans des appartements, même dans un monastère -- l'abbaye bénédictine de Belloc! Y compris les *ikastolak* (écoles bilingues -- environ mille élèves) sont suspectées d'être des écoles de subversion et des repaires de nationalistes... Et d'arrêter des "membres présumés" d'Iparretarrak et de l'ETA ou simplement des personnes soupçonnées d'en avoir hébergés. Avant la grande rafle du 3 octobre, 90 réfugiés basques espagnols avaient déjà été expulsés. "C'est encore pis qu'au moment des attentats du GAL [les tueurs téléguidés par l'Etat espagnol]. On sort de moins en moins. Certains d'entre

nous abandonnent leur travail, changent de domicile plusieurs fois par semaine de peur d'être arrêtés" (le Monde, 12 mars). Terroriser la mouvance nationaliste, l'isoler en mettant la responsabilité de la répression sur les "terroristes" de l'ETA ou d'Iparretarrak, tenir en respect une population suspecte a priori de sympathie ou de passivité complaisante -- le gouvernement français mène une véritable opération de guerre contre les nationalistes basques. Et au moment où le premier ministre espagnol Gonzalez accentue son offensive pour affaiblir et briser l'ETA, agitant en même temps la carotte (les "négociations secrètes" avec l'ETA à Alger) et le traditionnel bâton, l'aide du gouvernement français est effectivement cruciale.

La collaboration policière entre Paris et Madrid s'étale au grand jour. Ainsi, le 3 octobre, au Pays basque, côté espagnol, une opération de police se faisait en parallèle à la rafle côté français. Les zéloteurs de la "démocratie" espagnole, de Pasqua au PS, savent pertinemment que l'Etat franquiste est resté fondamentalement intact en Espagne. Ce sont les mêmes juges des tribunaux militaires de Franco siégeant dans les tribunaux d'exception qui condamnent aujourd'hui les opposants. Ce sont les mêmes militaires et les mêmes flics. Et dans les commissariats et les prisons espagnols, on torture les Basques sous le "socialiste" Gonzalez avec la même impunité que sous le caudillo. Mais l'Espagne a rejoint l'OTAN; elle participe à des manoeuvres communes, comme cet important exercice naval qui s'est tenu du 31 août au 18 septembre. Au moment où les divers pays impérialistes cherchent à resserrer les rangs autour du drapeau de la croisade antisoviétique, la collaboration est indispensable entre les polices des divers Etats du "monde libre" dans la lutte contre les "ennemis intérieurs" respectifs. La France veut jouer un rôle pivot dans l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN. Le week-end dernier, dix-huit ministres de France et d'Espagne, réunis pour discuter de la "sécurité européenne", ont commencé par se féliciter de "la coopération antiterroriste plus efficace que jamais" (l'Humanité, 19 octobre)



V. Amalvy/AFP

La rafle du 3 octobre au Pays basque: 2000 policiers et gendarmes mobilisés pour une véritable dragonnade.

doigt pour leur défense. La voie était ouverte pour la rafle du 3 octobre.

LE PAYS BASQUE ET LA QUESTION NATIONALE

Après le 3 octobre, l'Evénement du jeudi (n°153, 8-14 octobre) a accusé le gouvernement de "fabriquer des indépendantistes" avec sa répression brutale et aveugle. Même son de cloche du côté du PS, par la voix de son député des Pyrénées-Atlantiques Destrade qui "ne désapprouve donc pas le fond, mais la forme": "une stupidité [qui] a retourné l'opinion publique" (Ibid.)

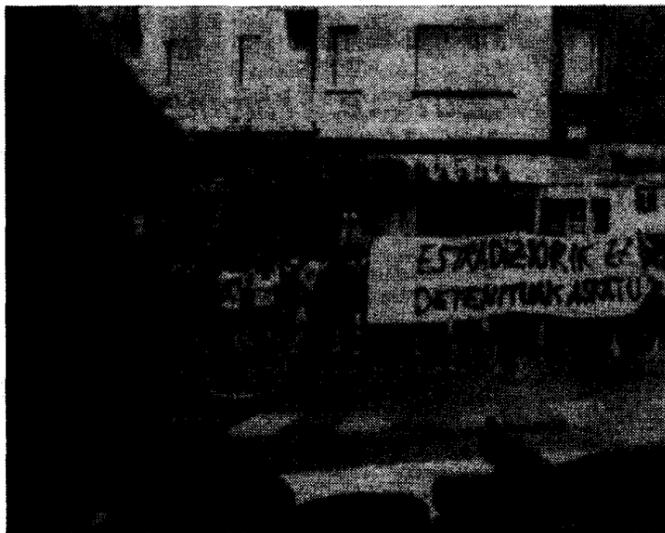
Effectivement, s'il n'existe pas de question nationale au Pays basque français, les expéditions-dragonades de Pasqua-Pandraud pourraient bien en créer une! Aujourd'hui, la séparation du Pays basque français n'est revendiquée que par des groupes très minoritaires comme Iparretarrak ou Herri Taldeak qui appellent à une "Euskadi unie et socialiste". La formule "4 + 3 = 1", c'était déjà la thèse du fondateur du parti bour-

dance. Le Pays basque et la Catalogne sont les deux régions les plus développées du pays; elles contiennent le coeur de l'industrie espagnole. Si elles devaient faire sécession, l'Espagne serait privée des deux secteurs les plus importants, les mieux organisés et les plus combattifs de son prolétariat, ce qui affaiblirait considérablement le mouvement ouvrier dans le reste du pays" (le Bolchévik n°49, octobre 1984). La question se pose tout autrement dans le Pays basque français. Deux produits différents de deux histoires différentes.

En 1530, l'empereur d'Allemagne Charles Quint sépare en deux le royaume de Navarre qui incluait les sept provinces basques. Alors qu'en Espagne le retard du développement de l'économie -- et de la bourgeoisie espagnole, que sa faiblesse empêchera d'accomplir sa propre révolution -- a affaibli la tendance centralisatrice, et progressiste, inhérente au capitalisme, en France la Grande Révolution a affermi la domination de la bourgeoisie sur les vieilles provinces féodales, sous la banderole jacobine de la nation, une et indivisible. L'économie du Pays basque français et sa bourgeoisie se sont développés dans le cadre du capitalisme français, s'intégrant au "capital national". Et dès 1789, la bourgeoisie basque a été partie prenante du combat révolutionnaire de toute la bourgeoisie française à la tête de l'ensemble du peuple contre l'aristocratie et la monarchie. Elle a y compris sacrifié sur l'autel de la nation (même si ce ne fut pas sans douleur ni regret) les privilèges -- les fors -- concédés à la province par l'Ancien Régime. Les députés basques n'ont pas réussi à obtenir un département strictement basque (une revendication qui subsiste de nos jours), mais la Révolution française a officialisé l'usage de l'*euskara* (la langue basque) dans la rédaction des textes administratifs destinés à être lus par la population. Lors de l'agression espagnole au sud de la France révolutionnaire, l'héroïsme des "chasseurs basques" devint légendaire. Ils seront d'ailleurs envoyés par la suite écraser les contre-révolutionnaires chouans. C'était l'époque de l'"autodétermination" de la nation basque de ce côté des Pyrénées.

La Révolution française a été décisive pour l'histoire du Pays basque dont, depuis, les deux parties ont poursuivi des développements politiques, économiques et culturels différents. Comme l'a résumé Jean Lacouture (cité dans le Pays basque et sa liberté, Busquet et Vidal), "les Basques du Nord ont fait trois guerres avec la France, pendant que ceux

Suite page 4



AFP

San-Sebastian, 7 octobre -- Les nationalistes basques du KAS (Coordination patriotique socialiste) manifestent contre les expulsions de réfugiés par le gouvernement français.

pour passer à la nécessité d'une plus grande coopération en matière d'armement, et l'Espagne a demandé à la France de l'associer au projet mitterrandien de Conseil de défense franco-allemand. Tout comme elle avait demandé de participer aux manoeuvres conjointes franco-allemandes. Mais c'est la "gauche" au gouvernement qui a célébré la venue de l'Espagne du "franquisme réformé" dans le bloc impérialiste antisoviétique en livrant en 1984 des indépendantistes basques à leurs tortionnaires franquistes, la direction chauvine du PCF n'ayant alors pas plus qu'aujourd'hui bougé le petit

geois nationaliste au Pays basque espagnol, le PNV, Sabino de Arana-Goiri qui voulait réunir les trois provinces basques de la France aux quatre de l'Espagne.

La nation basque existe en Espagne, où le programme internationaliste du trotskysme pour une fédération socialiste des républiques ouvrières ibériques défend le droit à l'autodétermination pour la nation basque comme pour la nation catalane. Mais, "comme l'ont toujours affirmé les léninistes, reconnaître le droit à l'autodétermination, c'est tout à fait autre chose qu'appeler à l'exercice de ce droit, c'est-à-dire à l'indépen-

Il faut engager la bataille à Renault

30 octobre -- Il y a quatre jours, l'Etat-patron lançait contre les grévistes de son entreprise Renault à Eragny, dans le Val-d'Oise, rien moins qu'un... commando hélicoptère! Depuis une vingtaine de jours, les quelque 800 travailleurs du plus important des trois établissements de pièces de rechange de la Régie sont en grève pour une augmentation de 6% de leur salaire et pour le maintien du statut de Renault. Un piquet de grève bloque efficacement toute l'entreprise. Le 21 octobre, le tribunal de Pontoise rejetait la demande de la direction d'évacuer le piquet de grève et nommait un médiateur pour trouver une solution. Mais la bourgeoisie n'a jamais hésité à fouler aux pieds sa propre légalité, et la direction de Renault n'attendra pas la fin de la procédure légale. Déjà, dans la nuit du 11 au 12 octobre, elle avait tenté un coup de force avec quelques cadres musclés. Le 26, la RNUR monte donc une véritable action militaire coordonnée avec le préfet du Val-d'Oise. Vers 17 heures, dans une des cours de l'entreprise, atterrissent quatre hélicoptères. "Ces appareils, selon le numéro relevé sur l'un d'eux, appartiendraient à l'état-major de la marine, mais ils seraient exploités par une société: Air-Affaires, a souligné hier RTL" (*l'Humanité*, 28 octobre). Interrogée par un de nos journalistes, la direction ne confirmera ni n'infirmera -- une forme d'aveu... Pendant ce temps, sous la protection des flics déployés autour de l'entreprise, une douzaine de semi-remorques en profitent pour pénétrer à l'intérieur. Une quarantaine de membres du service "sécurité" de Renault en surgissent, munis de talkie-walkies. Et va commencer la ronde des hélicoptères et camions évacuant 35 tonnes de matériel. Autre bilan de l'opération commando: le secrétaire de la CGT blessé par les nervis patronaux.

Symboliquement, à l'heure même où était déclenché ce coup de force, s'ouvrait à Nanterre le procès des dix délégués de Renault-Billancourt. Autour de ce cas scandaleux de répression antisyndicale, la direction de la CGT a mené une flamboyante campagne qui s'est surtout concrétisée dans des pétitions, des affiches et des articles de *l'Humanité*. Mais les dix de Billancourt ne sont que le haut de l'iceberg. 10519 licenciements de délégués en 1985, 11221 en 1986 (*l'Humanité*, 14 octobre)! On ne compte plus en effet les licenciements de délégués, les licenciements pour fait de grève, les amendes et autres astreintes contre grévistes, militants et syndicats. Pas plus qu'on ne compte les jugements de tribunaux ordonnant des "réparations" pour fait de grève, autorisant des licenciements



Nanterre, 26 octobre -- Manifestation de soutien aux dix de Billancourt qui passaient en jugement cet après-midi-là.

ments pour revendications "déraisonnables", interdisant des grèves, etc. Au moment où la bourgeoisie jette au rebut des dizaines de milliers de travailleurs, s'attaque à leur pouvoir d'achat et à leurs acquis sociaux, il lui faut briser l'outil immédiat de lutte de classe: les syndicats.

Il est vital de briser, par la mobilisation ouvrière, l'offensive des briseurs de syndicats. Et la défense des syndicats est inséparable de la lutte contre les attaques capitalistes tous azimuts. Mais, comme nous l'écrivions déjà le 4 octobre, "[...] la direction de la CGT a choisi comme 'tactique' de défendre les groupes de licenciés charrette après charrette, boîte par boîte. Renault-Billancourt est un cas flagrant: la direction de la CGT fait des neuf (ou des dix) un symbole, en attendant que le licenciement des 28 soit confirmé et en faisant l'impasse sur les 853 licenciés" (*le Bolchévick* n°77, octobre). L'opération médiatique de la CGT sur les dix de Billancourt ne fera pas oublier qu'en deux ans, ce sont 27700 emplois qui ont pu être supprimés à Renault. Et la direction de la Régie annonce encore et encore des licenciements.

Jeudi 29 octobre, à l'usine Renault-Cléon, près de Rouen, était convoqué un comité d'établissement pour annoncer 220 licenciements. Au même moment, près de là, à l'usine Renault-CKD de Grand-Couronne, 63 licenciements étaient annoncés. La CGT, par voie de presse, laissa entendre qu'il pourrait y avoir occupation

à Cléon. (Une menace prise au sérieux par la direction qui vida ses stocks!) En pratique, elle appellera à... deux heures de débrayage minimums pour empêcher que se tienne le comité d'établissement! Comme si la politique de l'autruche avait jamais empêché quoi que ce soit! En fait, de 9 heures à 17 heures l'usine sera paralysée par une grève suivie de la petite maîtrise aux OS -- 90% de la fabrication. A ces travailleurs puissamment mobilisés, les bureaucrates syndicaux avanceront comme "perspective"... d'attendre que la liste des licenciés soit publiée! C'est-à-dire que les ouvriers soient divisés entre ceux qui seront virés et ceux qui garderont leur emploi. Une scandaleuse manœuvre de démobilitation! Mais la charrette de cette année ne fait qu'en annoncer d'autres. On parle de 300 à 350 licenciements par an jusqu'en 1992...

C'est maintenant, tant qu'existent les forces, qu'il faut rassembler, organiser, lutter. Billancourt en est l'exemple flagrant. Plus on attend, plus on perd des forces, plus on affaiblit sa capacité de défense. Et plus la bourgeoisie frappe fort. Les bureaucraties syndicales réformistes ont criminellement gaspillé la combativité ouvrière, en laissant ces dernières années les travailleurs de l'automobile et ceux de la SNCF se battre seuls, les uns après les autres, quand elles ne les ont pas directement trahis, comme à Talbot. Le sabotage de ces grèves combatives est responsable

de l'affaiblissement actuel du mouvement ouvrier et de l'arrogance de la réaction et des fascistes. Vingt jours de grève à Renault Eragny, dix jours à Renault-Véhicules industriels à Bourg-en-Bresse, mobilisation massive à Cléon -- il faut préparer une grève de tout Renault pour mettre en échec les plans antiouvriers de la direction nationalisée. Une telle grève pourrait devenir l'étincelle d'une vaste contre-offensive ouvrière. Plus aucun licenciement! Stop aux privatisations! Augmentation des salaires pour rattraper les pertes subies depuis six ans de blocage des salaires de fait! Répartition du travail entre toutes les mains ouvrières! Et pour mettre en branle la pleine puissance des ouvriers de Renault, et au premier chef ceux d'origine immigrée, il faut mettre fermement en avant la lutte contre la discrimination raciale et la terreur raciste, pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés.

Mais on ne pourra jamais gagner avec à la tête du mouvement ouvrier organisé les directions social-chauvines du PS et du PCF. Ce n'est pas en effet avec "Produisons français" que se mobiliseront les ouvriers immigrés, mais c'est avec "Produisons français" que sera divisée la classe ouvrière et que toute lutte sera dévoyée dans l'ornière du chauvinisme, dans la soumission aux intérêts de l'ennemi de classe français. La direction réformiste du PCF en est toujours réduite à faire une débauche de patriotisme pour donner des gages à la bourgeoisie et à la social-démocratie qui s'en méfient pour les liens qu'elle entretient avec Moscou. Et précisément si le proto-social-démocrate Juquin a décidé de se lancer dans les présidentielles, c'est qu'il pense que son antisoviétisme le place en meilleure position à l'égard de la bourgeoisie et du PS que Marchais-Lajoie, surtout s'il parvient à rassembler derrière lui une force respectable allant de l'"extrême gauche" à des franges significatives d'un PCF en crise profonde. Mais ses "alliés" de "gauche" ont beau la priver d'une nouvelle alliance de collaboration de classe style union de la gauche, la direction réformiste du PCF, même à la dérive, n'en reste pas moins accrochée désespérément à cette perspective front-populiste -- une "perspective" traître sur laquelle viennent buter les luttes ouvrières.

Il faut rompre avec la "recette" faillie du front-populisme et construire une nouvelle direction, révolutionnaire, au prolétariat, capable de le sortir de la fausse alternative réaction-front populaire en lui traçant la voie de sa mobilisation extra-parlementaire sur laquelle se constituera un véritable gouvernement ouvrier.

Pays basque...

Suite de la page 3

du Sud faisaient trois guerres contre l'Espagne". (Lors des guerres carlistes du XIXe siècle, les nationalistes basques prirent le parti des carlistes, partisans d'une monarchie décentralisée et très catholique, contre les libéraux favorables à la centralisation.)

Et, par exemple en 1937, la vague de réfugiés basques espagnols qui fuyaient Franco, est accueillie au Nord, plutôt conservateur, avec une certaine réserve -- on les appelait les "Espagnols". Un régionalisme basque, qui était plus ou moins fort mais qui n'a jamais disparu dans les derniers 200 ans, reflète une société traditionnelle, rurale et catholique, et politiquement marquée à droite. (Sous Pétain, la revue basquaisante *Aintzina* n'hésitera pas à se placer sous la "révolution nationale" du Maréchal!) Ce courant, avec le mouvement Enbata dans les années 50 et 60 (qui n'a jamais dépassé 5 ou 6% dans les élections), n'ira guère plus loin, outre l'entraide aux réfugiés basques d'Espagne, que la défense de l'*euskara* (persécutée au XIXe siècle) et la revendication d'un département basque séparé de Pau, dans l'attente d'une Europe (capitaliste) fédérale où le Pays basque autonome et uni aurait sa place.

Le "nationalisme radical" qui va se développer dans les années 70, très pâle reflet de l'ETA, ne fait que mimer la politique petite-bourgeoise impuissante et désespérée des actions terroristes individuelles. Si les cibles d'Iparretarrak sont princi-

palement des représentants ou des symboles de l'Etat français, les actions "anti-touristification" indiscriminées, comme faire exploser des voitures immatriculées hors des Pyrénées-Atlantiques ou incendier des résidences secondaires, sont totalement indéfendables. Sans parler -- en ce qui concerne l'ETA -- de l'attentat criminel de juin dernier contre un supermarché de Barcelone. ("Une grave erreur" se contenteront de dire après les nationalistes de l'ETA.)

RECONSTRUCTION SOCIALISTE DE LA FRANCE

En France, les marxistes doivent défendre les revendications culturelles ou linguistiques qui sont démocratiques et appeler à la libération des militants basques emprisonnés, mais le droit à l'autodétermination est une question hors de propos pour la région basque. Néanmoins, si la bourgeoisie française continue de répondre par le mépris et/ou la répression aux revendications linguistiques, culturelles, économiques des Basques, elle pourrait finir par créer une question nationale au Pays basque. *Le Monde*, après l'assassinat d'un gendarme par Iparretarrak,

s'étonnait que les meurtriers demeuraient introuvables, et il citait un nationaliste basque modéré: "On n'approuve pas du tout ce qu'ils ont fait. Ce sont des irresponsables. Mais ils sont de la famille. Là, on peut parler de 'corsification'..." (*le Monde*, 13 août 1983). Ce que le capitalisme a pu réaliser quand il jouait un rôle progressiste, il pourrait bien le détruire dans sa phase actuelle de pourrissement, où il ne peut plus qu'asphyxier des régions comme le Pays basque ou même transformer des régions industrielles en déserts économiques.

Le gouvernement actuel ne gouverne pas; il fait la guerre. Depuis douze mois, Pasqua-Chirac-Mitterrand "découvrent" et puis font disparaître à l'envi des "réseaux terroristes" -- basque, iranien, tunisien, français, libanais. L'"antiterrorisme" en France a une signification très sinistre, et c'est l'intimidation de la population, le matraquage de vieux instincts de solidarité pour habituer l'"opinion publique" aux attaques les plus atroces contre même la démocratie bourgeoise.

La reconstruction socialiste de la France, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe, est la tâche à l'ordre du jour.

Pour contacter la LTF

Paris Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

Les mineurs marocains contre les barons du charbon

Sallaumines et Oignies, 20 octobre -- La grève a été déclenchée quand la direction des Houillères du Nord-Pas-de-Calais indiquait comment elle comptait traiter ses esclaves marocains. Fin septembre, par lettre, les mineurs ont appris la fermeture de leur puits et du même coup qu'ils avaient quinze jours pour choisir entre le retour au pays ou un plan de conversion bidon. Dans les deux cas, cela signifiait la perte du statut de mineur qui leur assure sécurité d'emploi, sécurité sociale et logement. Cette façon de liquider ces ouvriers correspond tout à fait à la façon dont ils ont été amenés en France, comme l'exprimait Ahmed, 33 ans: "En 1975, la délégation de recrutement des Houillères est venue au village. Le maire a envoyé des gens, dans les souks, annoncer qu'il y aurait une réunion, sur la place. Là, on nous a mis sur plusieurs rangées, comme à l'école. On était torse nu. Il y avait deux tampons, un rouge et un bleu. Le bleu c'était bon [...] Tous les bleus ont été un peu plus tard à Marrakech pour une autre visite. Et puis j'ai dû attendre deux ans. J'ai été convoqué à Casablanca, pour l'embarquement. Quand on est arrivés ici, on nous a regroupés à la fosse 23 au centre d'accueil. On nous a donné des bleus, des chaussures. Puis on a eu une semaine d'apprentissage, pour la sécurité, et deux mois avec un moniteur, au fond. On habitait à Noyelles-sous-Lens, dans des baraquements de trois pièces: deux chambres avec chacune trois lits, et une cuisine. Certains étaient là depuis 1965, et même avant. Ils nous mettaient au courant. D'autres étaient repartis. C'était des contrats de dix-huit mois, et ceux qui avaient la silicose étaient renvoyés à la fin de contrat" (Libération, 12 octobre).

Depuis le 1er octobre, environ 2 500 mineurs marocains acharnés et quelques mineurs français défient la direction des Houillères qui veut fermer les puits. Cette attaque des barons du charbon s'intègre dans un plan d'agression sociale beaucoup plus large. Déjà 12463 emplois ont été supprimés depuis 80 et la direction prévoit d'en supprimer environ encore 2000 d'ici août 88.

C'est à partir du puits 3/5 de Sallaumines que les mineurs marocains ont transformé une journée d'action appelée par la CGT le 1er octobre en une grève dure. Cela continuait dès le 2 octobre avec la mise en place de piquets de grève, renforcés par les mineurs français. Le puits était totalement paralysé. Rapidement, le mouvement a embrasé les cinq puits du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. Sur toutes les mines, des piquets de grève unissant les ouvriers français et marocains furent constitués, mettant en pratique, comme le 2 octobre à Aremberg, qu'un piquet de grève ça veut dire "On ne passe pas!"

C'est tout le bassin minier qui était paralysé. Dès lors, la direction des Houillères a fait appel aux juges des patrons afin qu'ils exigent des représentants des grévistes la levée des piquets. Il était plus que jamais nécessaire de se battre non seulement pour la conservation du statut des mineurs mais aussi pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés, pour qu'il n'y ait aucun licenciement, pour l'échelle mobile des heures de travail sans perte de salaire, tout en appelant les bataillons ouvriers de la région à venir renforcer les piquets de grève. Contrairement à cela, les piquets furent levés ou n'eurent pas la force, comme à Oignies, de s'opposer à l'entrée des jaunes protégés par la police. Petit à petit, les ouvriers français reprirent le travail, laissant les ouvriers marocains isolés.

A Sallaumines et Oignies, où nos journalistes ont pu discuter avec les grévistes et diffuser le numéro

du *Bolchévik* sur la grève de Talbot, les mineurs marocains n'ont reçu de soutien que du PCF et de la CGT. Mais quel soutien! A Oignies, des ouvriers nous expliquèrent que, si l'on voulait voir le délégué CGT français, il fallait venir plus tard, car il travaillait et ne passerait qu'après le travail pour "soutenir" les grévistes, contrairement à Sallaumines où le délégué CGT marocain, lui, était en grève. Beaucoup de mineurs nous rappelaient qu'ils avaient acquis le statut de mineur au travers d'une lutte dure des bassins miniers de Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais (en 1980), dans laquelle ils avaient lutté côte à côte avec les ouvriers français. C'est cela qu'il faut maintenant, car une grève de solidarité de toute la région Nord-Pas-de-Calais qui s'étend en Lorraine aux Charbonnages et à la sidérurgie pourrait devenir l'étincelle qui mobilise d'autres industries menacées, en particulier l'automobile, avec sa forte concentration d'ouvriers immigrés combattifs. Cette perspective est partie prenante de la lutte politique pour balayer la direction actuelle traître de la CGT dont la devise chauvine -- "Produisons français" -- est le baiser de la mort pour toute lutte contre le capitalisme et sa crise, et la remplacer par une direction révolutionnaire.



Reuter

La grève des mineurs marocains. Ils veulent lutter, pas faire leurs valises.

Campagne d'abonnement: un succès

Mercredi 28 octobre -- La campagne d'abonnement que nous annonçons dans le dernier numéro du *Bolchévik* marche fort. Le quota national fixé pour une campagne de quatre semaines était déjà dépassé après deux semaines et demi. La plupart des abonnements ont été placés au porte-à-porte dans les banlieues ouvrières de Paris, Lyon et Rouen, principalement dans les cités qui ont une forte population immigrée et/ou une implantation du PCF.

Bon nombre des nouveaux abonnés des banlieues de Rouen (Canteleu, Les Sapins, etc.) avaient suivi les piquets quotidiens organisés cet été par la LTF contre la ségrégation raciste pratiquée par le restaurant Flunch local. D'autres en entendaient parler pour la première fois et s'abonnaient. Les abonnements placés auprès de militants syndicaux à l'usine Renault-Cléon reflètent la toute petite mais précieuse existence de la LTF dans l'industrie et les syndicats.

Les camarades lyonnais nous ont fait part de commentaires favorables venant de militants nord-africains en apprenant, dans les pages du *Bolchévik*, ce qu'avait fait Mordechaï Vanunu.

Partout, mais surtout à Paris, il y a eu pas mal de discussions sur le débat Lajoinie-Le Pen et notre dénonciation nette et franche de cette trahison nous a fait vendre plus d'un abonnement. Toujours à Paris, une des personnes avec qui nous avons eu le plaisir de travailler pour la défense de Vanunu nous a dit qu'elle avait demandé à ses connaissances si elles avaient entendu parler du *Bolchévik*. Apparemment, la plupart connaissaient notre journal, et le consensus était que ce qui le distingue c'est la défense de l'Union soviétique et nos mots d'ordre provoquants.

Les camarades ont également placé des abonnements dans les campus. Il semble que les étudiants de première année n'ont pas oublié la leçon de "démocratie bourgeoise" administrée en décembre dernier

par la matraque des CRS et sont ouverts à la politique. Alors qu'il y a quelques années nos mots d'ordre "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!" ou "Arrêtez la contre-révolution de Solidarnosc!" rendaient les sociaux-démocrates et l'"extrême gauche" fous furieux, cette année les étudiants ne sont pas choqués et veulent parler, même s'ils ne sont pas d'accord avec nous a priori. Le consensus pro-Mitterrand a heureusement fait long feu, comme nous l'avions prédit... et le *Bolchévik* est le seul journal qui n'a jamais dit de voter Mitterrand.

Un des voyages de prospection a été particulièrement productif. Deux camarades se sont rendus deux jours de suite à la fac de Lille et ont vendu 14 abonnements et 65 journaux. Un nouvel abonné nous a dit qu'il avait déjà acheté le *Bolchévik* dans une grande manifestation antiraciste à Paris. Ça m'a pris deux mois pour m'en remettre, s'est-il

exclamé en remplissant le bon d'abonnement. Ces camarades sont également allés sur les puits en grève dans le Nord-Pas-de-Calais (cf. article ci-dessus). La France est un pays où la gauche est profondément corrompue par les pratiques et les attitudes introduites par les directions staliniennes. La réponse la plus commune à la question "Veux-tu t'abonner au *Bolchévik*?", c'est: Je ne peux pas t'acheter ton journal (sans parler d'abonnement) parce que je ne suis pas d'accord avec vous. Cette réaction sectaire profondément ancrée, est pratiquement spécifique à la France. Mais il est néanmoins plus facile d'abonner cette année à notre journal internationaliste du fait de la haine qu'inspire aujourd'hui Mitterrand, de la peur devant la montée de la terreur fasciste, du respect que suscite notre défense de l'Union soviétique et enfin de l'"effet glasnost". Bienvenue à nos nouveaux lecteurs.



le Bolchévik

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)
Etranger: mandat poste international

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Tél: _____

Chèque à l'ordre du "Bolchévik"
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Le krach de 87...

Suite de la page 1

du krach, le secrétaire d'Etat et celui au Trésor étaient à l'étranger, et le président, comme à l'ordinaire, était à côté de ses pompes. Il n'est pas apparu à la télévision pour apaiser les clameurs, mais il a simplement crié, depuis la passerelle d'un hélicoptère, que tout allait bien avec l'économie" (New York Times, 21 octobre).

LUNDI NOIR POUR LA GUERRE DES ETOILES

Derrière le krach de Wall Street, il y a les efforts contre-révolutionnaires de l'impérialisme américain pour, à partir d'une base économique affaiblie, refouler l'influence soviétique et finalement renverser l'Etat ouvrier soviétique. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, les Etats-Unis comptaient pour environ 50% de la production totale du "monde libre"; maintenant, il ne s'agit plus que d'une fraction de ce pourcentage. Depuis les booms de la guerre de Corée, au début des années 50, l'investissement industriel a stagné aux Etats-Unis, tandis que le Japon et l'Allemagne de l'Ouest reconstruisaient rapidement leur économie. La guerre du Vietnam a marqué la fin du court "siècle américain", période où Lyndon Johnson essaya d'avoir en même temps les canons et le beurre de la "grande société". La "nouvelle économie politique" de Nixon, d'août 1971 — qui combinait la fin de l'étalon dollar, le protectionnisme commercial et la mise en place d'un contrôle étatique sur les salaires — représentait la perte de l'hégémonie américaine sur le monde capitaliste, réduisant les Etats-Unis au statut de la plus forte de toute une série de puissances impérialistes.

Au cours des 15 dernières années, la compétitivité internationale et la solvabilité des Etats-Unis se sont détériorées, particulièrement vis-à-vis du Japon. Les capitalistes américains continuent à produire des biens industriels, mais ils ne le font plus beaucoup à l'intérieur même des Etats-Unis. De plus en plus, ils sont allés s'installer à l'étranger, en Corée du Sud, à Taïwan, au Mexique, etc. Et à partir des dernières années



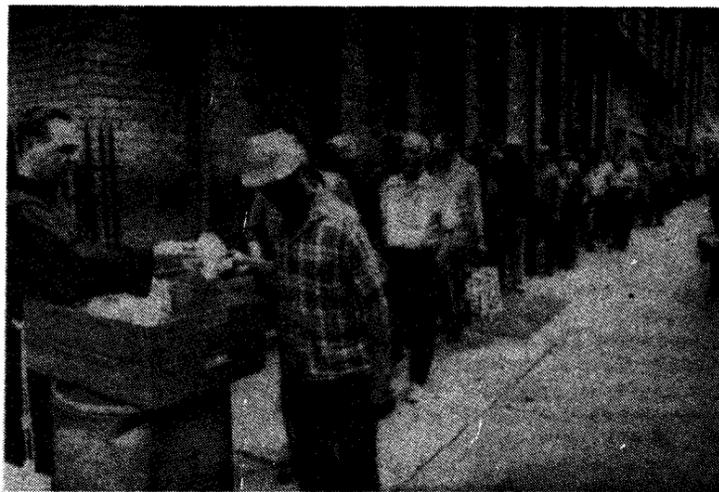
Coll. Ringard

Carter, des milliards de dollars ont été détournés de la recherche, de la formation et de l'investissement industriel vers les efforts du Pentagone pour restaurer sa capacité de première frappe nucléaire contre l'Union soviétique. Reagan a ajouté un nouveau raffinement: il a "financé" le programme de réarmement le plus important qu'ait jamais connu dans toute son histoire l'Amérique en temps de paix avec des réductions d'impôts pour les plus aisés.

L'"économie de l'offre" cela se résume à la suppression des repas pour les gosses des ghettos et à un festin à l'oeil pour le patronat. Bien sûr, personne ne croyait que la guerre des étoiles, les missiles MX et les sous-marins Trident pourraient être financés en supprimant les repas à l'école pour les enfants noirs et les bons de nourriture pour les mères de famille touchant l'aide sociale. Sous Reagan, l'arsenal du Pentagone s'est construit sur une masse d'emprunts à l'étranger. A certaines des émissions du Trésor américain, les investisseurs japonais ont acheté jusqu'aux deux tiers des bons du Trésor à long terme.

Pour aider à attirer les fonds étrangers, les dirigeants américains ont mené une guerre de classe contre le mouvement syndical, les Noirs, les Latino-Américains et les pauvres, les malades et les personnes âgées. Des syndicats ont été brisés, des grèves écrasées, des millions de travailleurs se sont vus reprendre des acquis et ont vu baisser leur salaire.

Années 30, années 80: soupes populaires aux USA.



Magnus

Les ghettos noirs ont été affamés et terrorisés. On a laissé les vieux mourir de froid ou pourrir dans des hospices sordides. New York — la capitale financière du monde — est devenue une ville de "yuppies" habitant des quartiers rénovés et de sans-abris dormant dans les rues. Reagan, appuyé par les Démocrates au Congrès et les maires Démocrates des grandes villes, a cherché à faire de l'Amérique un investissement sûr pour la banque de Tokyo et la Deutsche Bank.

Et l'argent étranger a afflué — un excédent net de 500 milliards de dollars de 1981 à fin 1986. Mais seule une petite partie de ces fonds a été consacrée à améliorer la capacité de production du pays. Au cours de ces six années, la production de biens d'équipements aux Etats-Unis s'est accrue d'un maigre 7%. Où tout cet argent est-il passé? Pour la plus grande partie, vers le Pentagone dont les commandes d'équipements militaires ont connu une incroyable augmentation de 55%.

Dans le même temps, des centaines de millions de dollars ont alimenté le boom spéculatif de Wall Street ainsi que le marché immobilier. Un facteur majeur du boom de la Bourse a été les prises de contrôle financées presque entièrement par des fonds empruntés, en utilisant les "junk bonds" (obligations sans valeur). Si des financiers intelligents ont retiré leurs billes avant le krach — non seulement le nabab de l'immobilier Donald Trump mais aussi Carl Icahn, le roi de la prise de contrôle, par

contre beaucoup de "petits porteurs" qui avaient gobé la propagande sur la "hausse de l'Amérique" se sont retrouvés sur le sable.

WALL STREET A L'AMERIQUE: "LA DOULEUR ET LES LARMES"

Qui va donc payer? Les victimes les plus immédiates du krach de Wall Street sont les personnes âgées dont l'épargne, les retraites et les pensions sont liées à la Bourse. Mais les personnes âgées ne seront pas les seules à payer pour les crimes de Wall Street et de Washington. Quelles que soient par ailleurs leurs divergences, les opérateurs financiers "yuppies" et les hommes d'affaires obtus de l'Amérique profonde, les Républicains reaganiens et des Démocrates libéraux, tous s'accordent sur une chose: la population américaine va souffrir avant que la confiance des investisseurs soit rétablie.

A Washington, la principale réponse au krach est un consensus bipartisan pour opérer encore davantage de coupes sombres dans les dépenses sociales. Le lendemain du lundi noir, la commission du budget du Congrès votait des réductions supplémentaires pour les prêts aux étudiants, les programmes pour les fermiers et l'aide médicale pour les personnes âgées. Et les Démocrates préparent un nouveau forcing pour une hausse des impôts, qui est devenue pour eux la principale question contre un Reagan qui bat maintenant de l'aile.

Tout en prêchant l'austérité chez elle, la classe dirigeante américaine va user de son pouvoir d'Etat pour transférer la crise économique vers ses néo-colonies et ses rivaux impérialistes, avant tout le Japon. Le Mexique, le Brésil et les autres débiteurs du tiers-monde sont coincés parce qu'ils doivent des dollars et pas des pesos ou des cruzados, et que donc ils ne peuvent pas s'en sortir en faisant marcher leurs planches à billets. Les Etats-Unis, au contraire, doivent des dollars au Japon: ils pourraient coincer Tokyo en prenant les navires porte-conteneurs qui amènent aux USA des automobiles et en les chargeant avec des billets verts (fortement dévalués). Washington n'ira pas jusque là, mais il pourrait imposer le contrôle des changes, s'appropriant ainsi dans les faits une partie du capital-argent étranger.

Dans une interview accordée le 27 octobre à *Workers Vanguard*, l'économiste keynésien Robert Heilbroner déclarait que "quand le krach sera terminé et qu'on aura compté les cadavres", en ce qui concerne le fonctionnement du système, "la véritable grande inconnue, ce que personne ne sait réellement, c'est si les gens vont fuir le dollar. Si les investisseurs étrangers aux Etats-Unis retireraient [...] les centaines de milliards [de dollars] qui sont placés en titres et en bons du Trésor, il faudrait probablement pour y faire face fermer les marchés des changes, ou plus probablement instaurer un contrôle des changes." Une question encore plus fondamentale, ajoute Heilbroner, c'est ce qu'il va advenir de la position des Etats-Unis dans la future division internationale du travail: "Je suspecte qu'au bout du compte ça va provoquer une sorte de nouveau régionalisme du commerce, une sorte de protectionnisme. Je ne pense pas que ça va être la guerre

1917: Victoire en Russie de la révolution prolétarienne dirigée par le parti de Lénine et de Trotsky!

1987: Où va l'URSS de Gorbatchev? Pour un retour à Lénine et Trotsky!

Il faut tirer les leçons de cette révolution aujourd'hui menacée par les impérialistes. La montée des fascistes en France est un des aspects les plus sinistres de leur campagne antisoviétique. On ne discute pas avec les fascistes. Il faut les vaincre. Quel programme pour les vaincre?

PARIS

mardi 17 novembre à 20h30

Maison des mines,
270 rue St. Jacques
75005 Paris

Meetings de la Ligue trotskyste

ROUEN

jeudi 12 novembre à 20h30

Halle aux toiles

LYON

mardi 10 novembre à 20h30

Bourse du travail, Villeurbanne

Pour tout contact: Paris, 42.08.01.49 Rouen, 35.71.20.86 Lyon, 78.58.62.17

avec ses voisins et des guerres des droits de douane, mais une sorte de régionalisation. L'Amérique du Nord et sa périphérie sud-américaine. L'Europe et sa périphérie proche-orientale et africaine, et les Japonais et leur périphérie chinoise ou leur périphérie d'Asie du Sud-Est, et l'Union soviétique et sa propre périphérie est-européenne." Déjà Reagan essaie de négocier une "grande sphère de co-prospérité nord-américaine" au cours des discussions commerciales avec le Canada et ensuite le Mexique. Mais avec l'aggravation du krach financier et alors que Wall Street est confronté à la perspective d'une inflation galopante ou de faillites bancaires en chaîne, Washington pourrait avoir recours au bonapartisme à l'intérieur et à la guerre à l'étranger pour renflouer le capitalisme américain.

LE CAPITALISME ET LES CRISES

Il y a plus d'un siècle de cela, Karl Marx insistait dans le Manifeste (1847), sur "les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise". Typiquement, tous les 40 ou 50 ans, il se produit un grand krach. Pendant des décennies, on a seriné à la population que cela ne pouvait plus arriver. On se moquait des marxistes qui soutenaient qu'une crise économique de l'ampleur de celles du 19e siècle ou de 1929 pouvait frapper le capitalisme actuel. Eh bien, une telle crise vient juste de frapper.

Le krach de 87 va-t-il conduire à une nouvelle dépression? Dans un éditorial, le *New York Times* du 20 octobre rassurait ses lecteurs et affirmait que l'effondrement de la Bourse "devrait avoir peu d'effets directs sur l'économie de tous les jours. Les fermiers du Kansas pourront

obligations) ne sont rien d'autre que des titres de propriété sur des profits futurs. Leur valeur chute quand les profits chutent ou quand on s'attend à ce qu'ils chutent. Pourquoi une telle dépréciation devrait-elle conduire à une chute de la production réelle? Après tout, ce n'est que du papier. Parce que les capitalistes contractent des dettes et autres obligations sur la base de la valeur sur le marché de leur richesse. Quand celle-ci chute, ils ne peuvent pas payer. Marx explique: "Cette perturbation et ce blocage [...] interrompent à cent endroits la chaîne des obligations de paiement à échéances déterminées; ils sont encore aggravés par l'effondrement correspondant du système de crédit, qui s'est développé avec le capital, et aboutissent ainsi à des crises aiguës et violentes, à de soudaines et brutales dévaluations et à un blocage et une perturbation réels du procès de reproduction entraînant une diminution effective de la reproduction" (*Le Capital*, livre 3, 1894).

Les historiens économiques ont l'habitude de faire remonter la première crise capitaliste internationale à 1720, avec l'effondrement quasi-simultané de ce qu'on a appelé en France la banqueroute de Law et en Grande-Bretagne la "South Sea bubble".

Mais, avec les débuts du capitalisme industriel, la panique de 1837 fut le premier krach moderne, et depuis lors le monde n'a pas tellement changé. Au début des années 1830, des banques britanniques furent pour la première fois autorisées à vendre des actions au grand public. L'énorme afflux de nouveaux capitaux provoqua une spéculation sur les plantations esclavagistes, les cotonnades et les chemins de fer. De l'autre côté de l'Atlantique, des banques non soumises à réglementation, écloses à la faveur



La hausse spéculative de Wall Street s'est accompagnée de la désindustrialisation. La destruction d'une usine sidérurgique à Youngstown, Ohio, USA.



Le South Bronx, une banlieue noire de New York. L'Amérique de Reagan: les pauvres doivent devenir plus pauvres.

tion importante du protectionnisme aux Etats-Unis; et, plus sérieusement, l'incapacité des principales puissances économiques à suivre des politiques conduisant à la stabilité économique internationale."

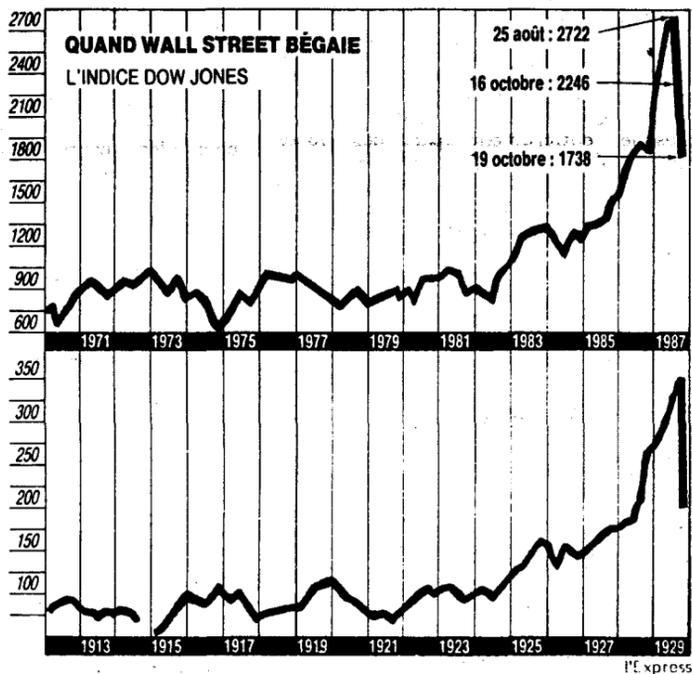
En 1928-29, les capitaux des Etats-Unis et du monde entier affluaient vers le marché de Wall Street qui appelait l'argent. C'étaient des fonds que les banquiers prêtaient à des agents de change, qui à leur tour le prêtaient à leurs clients, alimentant ainsi le boom de la Bourse. L'explosion de richesses-papier perdit bientôt tout lien avec l'économie réelle. La production se portait bien mais les profits étaient en baisse parce que les travailleurs, avec ou sans syndicat, obtenaient des salaires plus élevés. Les affaires atteignaient leur point culminant en juin 1929. Il y eut alors un ralentissement mais la spéculation boursière était plus frénétique que jamais. Après un certain temps, les investisseurs se rendirent compte que leurs actions étaient largement surévaluées puisque les profits chutaient.

Quand la bulle de savon creva, les investisseurs ne purent pas rembourser les prêts contractés auprès de leurs agents de change. Les agents de change ne pouvaient plus faire face à leurs créances auprès des

stocks se vidèrent. La production industrielle chuta de près de 10% entre le krach en octobre et la fin de l'année. Au printemps 1930, une dépression générale s'était installée. Quelque chose de ce genre peut certainement arriver dans l'économie américaine d'aujourd'hui, qui est grevée de dettes.

L'AGONIE DU CAPITALISME

Quels que soient les perdants dans ce krach, les Démocrates pensent qu'ils vont y gagner en exploitant la crainte d'une nouvelle dépression. Quelques jours avant le lundi noir, Richard Nixon faisait remarquer que si l'économie se détériorait, les Démocrates pourraient faire élire un âne à la Maison Blanche, ce qui s'avère être effectivement leur programme. L'économiste libéral Hyman Minsky, écrivant dans le *New York Times*, clame maintenant qu'"une période de domination Républicaine conservatrice amène à un échec du capitalisme, tandis qu'une période de domination Démocrate libérale crée et maintient les conditions d'un capitalisme à succès". Les Démocrates s'apprentent joyeusement à mener campagne encore une fois contre Herbert Hoover.



Tous les 40 ou 50 ans, il se produit un grand krach.

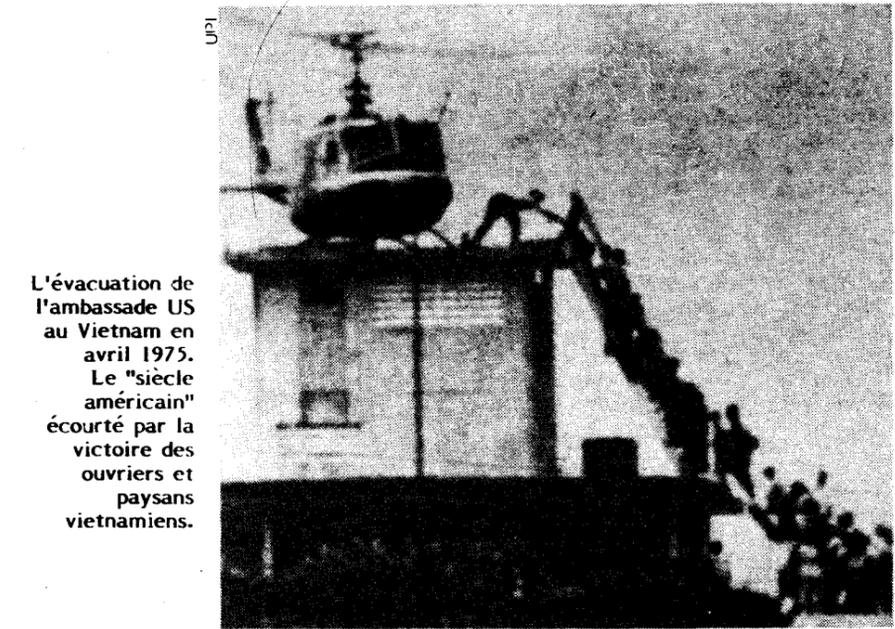
faire pousser autant de blé et Ford pourra sortir autant de breaks qu'avant". Le *Times* exprime ici ce que les économistes bourgeois appellent la loi des marchés de Say, à savoir que tout ce qui est produit peut toujours être vendu. Ou que "l'offre crée sa propre demande".

Pendant la grande dépression des années 30, Lord Keynes construisit toute sa réputation sur l'observation que la loi de Say n'était pas valable, même si par la suite il demandait à un Etat capitaliste "bienveillant" de la faire fonctionner. Mais Marx l'avait déjà dit plus fondamentalement: Say supposait que les produits étaient échangés contre d'autres produits, comme dans l'économie de troc primitive. C'est oublier l'essence du système capitaliste industriel -- et, en l'occurrence, le capitalisme mercantile qui l'avait précédé.

Le capitalisme ne produit pas du blé ou des automobiles afin de satisfaire les besoins des gens. Le capitalisme produit pour le profit, pour accumuler de la richesse sous la forme d'actions, d'obligations, de comptes en banque, de propriété et d'or. Marx décrivait ce qui s'est passé ce fameux lundi à Wall Street comme un sacrifice de la valeur des marchandises. Pourquoi cela se produit-il? Parce que les actions (et les

de la démocratie jacksonienne, spéculaient sur le coton et sur la terre, en particulier la terre à coton. Quand le boom inflationniste, comme c'était inévitable, éclata, le président Andrew Jackson se lamenta: "Deux nations, les plus commerçantes du monde, qui jouissaient encore récemment du plus haut degré d'apparente prospérité, sans la moindre grande calamité nationale, ont arrêté brusquement ce cours et plongé dans l'embarras et le désarroi. Dans les deux pays, nous avons été témoins de la même superfluité de papier-monnaie et autres facilités de crédit, du même esprit de spéculation, des mêmes succès partiels, des mêmes difficultés et revers et enfin de la même irrésistible catastrophe" (*Ibid.*) Jackson, en tous cas, était beaucoup plus franc que Reagan.

Aux yeux des ignorants, les paniques financières des 18e et 19e siècles peuvent paraître éloignées du krach actuel. Mais les similarités avec 1929 ne sont que trop apparentes, comme l'a souligné le 21 octobre le *Financial Times* de Londres: "Après la baisse de 22,6% de l'indice Dow Jones lundi, le krach de 1929 vient immédiatement à l'esprit. Il y a aussi des parallèles: l'euphorie qui a précédé le déclin; la masse des dettes gouvernementales; la menace d'une augmenta-



L'évacuation de l'ambassade US au Vietnam en avril 1975. Le "siècle américain" écourté par la victoire des ouvriers et paysans vietnamiens.

banques. Une réaction en chaîne de faillites submergea bientôt tout le système financier. Les entreprises qui avaient compté sur un accès rapide [aux liquidités] à la Bourse et au marché obligataire se trouvèrent soudain à court de capital-argent et réduisirent leurs dépenses. La production baissa fortement, les

Mais aujourd'hui le Parti Démocrate ne se réfère pas à Roosevelt -- au contraire, de concert avec les Républicains, il cherche à imposer un "raw deal" [un traitement injuste] aux travailleurs, faire payer les exploités et les opprimés pour les crimes du capitalisme. Et même le *New* Suite page 15

L'AFFAIRE DREYFUS

La société capitaliste française vomit régulièrement sa barbarie mal digérée sous forme d'un antisémitisme virulent.

L'article ci-dessous est une adaptation substantiellement abrégée d'un exposé du camarade Pierre Vert aux Journées d'études de la LTF de juin 1985. Cette présentation doit beaucoup à l'ouvrage de Jean-Denis Bredin, *L'Affaire* (Julliard, 1983), une relation détaillée et vivante des événements.

Si la destruction des portes des ghettos juifs par les armées de Napoléon symbolisait la révolution démocratique bourgeoise victorieuse en Europe, l'holocauste de Hitler a signifié la victoire de la contre-révolution bourgeoise. Autour de l'affaire Dreyfus, nous assistons aux sinistres débuts de l'antisémitisme "moderne". Nous avons étudié ces événements à la lumière du commentaire émis en 1885 par Engels dans son introduction au Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte de Marx: "[...] toutes les luttes historiques, qu'elles soient menées sur le terrain politique, religieux,

philosophique ou dans tout autre domaine idéologique, ne sont, en fait, que l'expression plus ou moins nette des luttes des classes sociales [...]." Lénine soulignera qu'autour de crises politiques telles que l'affaire Dreyfus "la révolution socialiste peut éclater". A l'aube du bicentenaire de la Révolution, la France est aujourd'hui à l'avant-garde du fascisme au niveau international. Ce n'est pas un cycle inévitable de l'histoire, mais un produit de la politique traître de ceux qui ont conduit la classe ouvrière dans un "nouvel" avatar du front populaire, qui a gonflé les voiles de la réaction. En 1980, en protestation à l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, nous marchions sous la bannière: "Ecrasons la peste brune! Milices ouvrières! Front unique d'autodéfense des organisations ouvrières, juives, immigrées!"

Cette tâche est plus urgente que jamais.



B.N.
Le capitaine Dreyfus est dégradé avant d'être envoyé en déportation à perpétuité à l'île du Diable, en Guyane; la foule criait "Mort aux Juifs!"

Pourquoi traiter de l'affaire Dreyfus? Avec la montée du fascisme en France, on assiste à une violente résurgence de l'antisémitisme. Il y a deux ans, se tenait à la Mutualité une soi-disant "Journée d'amitié française" qui était un rassemblement de toutes les organisations fascistes. Parmi les orateurs, se trouvait l'auteur du livre *Ce canaille de Dreyfus*. Quelqu'un a donné un discours et a expliqué que "quatre super-puissances colonisent la France, le marxiste, le maçonnique, le Juif, le protestant" et que, dans le gouvernement Mitterrand, le marxiste était Fiterman, le franc-maçon était Henu, le Juif était Badinter, Rocard était le protestant, etc.

Si ce sont les ouvriers immigrés arabes et autres qui subissent quotidiennement les meurtres, les rafles policières, inévitablement les fascistes s'en prennent aux Juifs comme boucs émissaires. Il leur faut ces boucs émissaires. Le fascisme représente la hargne de la petite-bourgeoisie enragée, coincée entre la bourgeoisie, dont elle est jalouse, et la classe ouvrière, qu'elle méprise. L'"explication" fasciste des problèmes de la petite-bourgeoisie, c'est le capital financier, le complot des banquiers. Il faut ces boucs émissaires à la démagogie populiste pseudo-socialiste

des fascistes. C'est inévitable qu'avec la montée du fascisme, on voie la montée de l'antisémitisme.

Mais il faut aller plus loin. La question qui a été posée par l'affaire Dreyfus -- la classe ouvrière doit-elle défendre les droits démocratiques des éléments non prolétariens? --, est toujours une grande question dans le mouvement ouvrier en France. La réponse à cette question, qui a divisé les socialistes de l'époque, réside dans le rôle du parti révolutionnaire. Personne n'avait alors la conception du parti révolutionnaire d'avant-garde comme tribun du peuple. Une conception que codifiera Lénine.

L'affaire Dreyfus montre encore une fois le vieux problème de la social-démocratie pré-léniniste. On était toujours divisés entre les gens qui avaient les principes, qui étaient sectaires, qui avaient peu de prise sur la réalité, et les gens qui étaient habiles... et opportunistes. Il ne se trouvait personne pour intervenir dans la réalité avec un programme révolutionnaire. Lénine, plus tard, surmontera ce clivage qui existait dans tous les partis de la Deuxième Internationale, sauf en Russie.

Il est vrai que, dans la mesure où les groupes pseudo-trotskyistes d'aujourd'hui ne représentent pas, ne luttent pas pour la conception

léniniste du parti, ils tombent dans ce vieux clivage. Mais il faut garder en tête qu'une régression n'est jamais un simple retour en arrière. C'est pire, parce que c'est un rejet conscient de cette expérience accumulée.

L'AFFAIRE COMMENCE

Pour rentrer dans le vif du sujet, le 1er novembre 1894, les citoyens de Paris ont ouvert leurs journaux et ils ont vu d'énormes titres: on avait démasqué un traître au sein de l'état-major, qui vendait des secrets aux Allemands. *La Libre parole* d'Edouard Drumont, le journal des antisémites titrait: "Haute trahison! Arrestation d'un officier, le capitaine Dreyfus!" et donnait le ton à tous les autres.

Fin septembre, les services de renseignements français, qui se cachaient derrière le nom de "Service de statistique", avaient obtenu un document de l'ambassade allemande. L'attaché militaire de l'ambassade allemande, évidemment, faisait de l'espionnage. Mais cette époque était une époque beaucoup plus innocente. L'attaché militaire, Schwarzkoppen, avait l'habitude de déchirer et de jeter ses documents secrets et ses notes dans sa corbeille à papier où ils étaient ramassés par la femme de ménage et emmenés au "Service de statistique". Un jour, est arrivé un document qui n'était même pas déchiré, seulement un peu froissé. C'était une lettre qui offrait une série de renseignements militaires à Schwarzkoppen. C'était le fameux "bordereau", dont tout le monde allait parler pendant six ans, et aujourd'hui encore. On a du mal à croire qu'il a vraiment jeté cela dans sa corbeille.

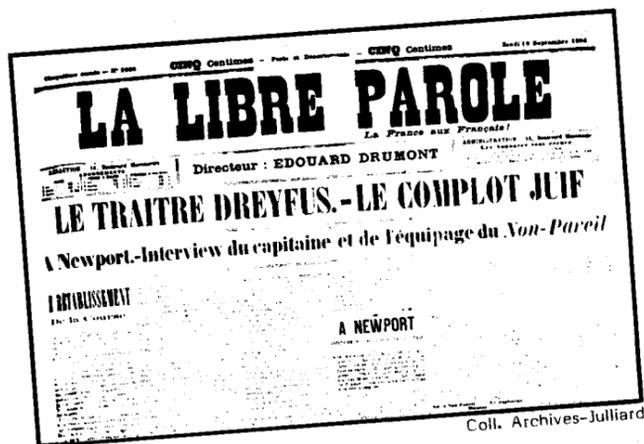
De toute façon, le document était là: il y avait un traître au sein de l'état-major. Comme il s'agissait de renseignements sur l'artillerie, on croyait que c'était quelqu'un de cette branche de l'armée française mais, pendant un mois, on a cherché

sans rien trouver. Un jeune officier est rentré de province, il a jeté un coup d'oeil, et il a dit que c'était l'écriture du capitaine Dreyfus. Comme par hasard, cet officier était un lecteur avide du journal *la Libre parole*. Il s'avère que l'écriture de Dreyfus, le premier Juif nommé à l'état-major, ressemblait un petit peu à l'écriture du bordereau. Ils avaient trouvé leur coupable.

Mais après un mois d'analyses, les experts en écriture n'étaient pas tous d'accord que son écriture était identique à celle du bordereau. L'enquête commençait à patauger. A ce moment-là, alors que tout avait été tenu soigneusement secret, quelqu'un a donné des renseignements à la presse sur l'enquête sur Dreyfus. Ce fut un grand scandale -- s'il y avait un traître, il ne fallait pas le tenir secret. Après quelques semaines, le ministre de la guerre a dû faire une déclaration à la presse. Elle a scellé le sort de Dreyfus. Ce ministre, Mercier, a déclaré à la presse qu'ils avaient un coupable. Effectivement, quand le ministre de la guerre annonce que l'on est coupable, le procès devient une formalité!

Il a souvent été dit que l'affaire Dreyfus était une affaire montée par les réactionnaires -- tout était de la faute des catholiques et des royalistes. Mais tout l'état-major était derrière la machination. Mercier, qui a déclenché cette affaire, n'était ni royaliste, ni catholique. Il était bien connu comme "républicain", même comme étant de "gauche". La presse réactionnaire faisait campagne contre lui, ce qui l'a poussé à se défendre et à régler son compte à Dreyfus. Nombre de ceux qui ont tout fait pour emprisonner Dreyfus, pour l'envoyer en Guyane et pour qu'il y reste, n'étaient ni royalistes, ni catholiques.

Le chef des services secrets, Sandherr, était un Alsacien protestant. Ces services avaient beaucoup d'Alsaciens bilingues, venant d'une région où l'antisémitisme est une véritable tradition populaire. Quand ils ont



Le journal de Drumont, l'antisémite "moderne" qui écrivait: "Le seul auquel la révolution ait profité est le Juif. Tout vient du Juif. Tout revient au Juif."

annoncé à Sandherr qu'ils avaient trouvé le coupable et que c'était Dreyfus, il s'est exclamé, "un Juif, j'aurais dû m'en douter".

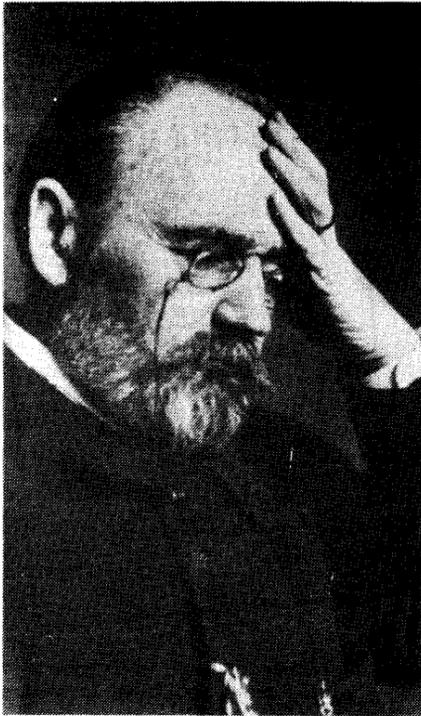
En décembre 1894, Dreyfus passait devant un conseil de guerre. Les "preuves" étaient tellement minces que même les juges militaires, -- et on connaît le dicton: la justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique --, que même ces juges avaient du mal à se décider. L'état-major a dû peser dans la balance et envoyer secrètement aux juges, sans que l'avocat de Dreyfus ne sache quoi que ce soit, un dossier secret. C'était des "preuves" du genre: on a trouvé une lettre de l'attaché militaire allemand qui parle d'une "canaille de D." qui nous vend des secrets. C'était un peu mince. Comment sait-on que "D." est Dreyfus et non pas Dubois ou Dupont? Justement, c'était un certain Dubois qui vendait des documents à 10 francs la pièce. Mais on a un "D", et cela doit être Dreyfus! En plus, ils ont envoyé le commandant Henry des services de renseignements, qui a juré sur un crucifix que c'était Dreyfus. Cela a suffi pour les juges et Dreyfus a été condamné à la dégradation et à la déportation perpétuelle à l'île du Diable, en Guyane. L'île du Diable, c'était la "guillotine sèche". Pour se débarrasser des gens, on les envoyait là-bas et, après six mois, la fièvre jaune les emportait. Heureusement, ça n'a pas été le cas pour Dreyfus qui, là-bas, a subi un véritable calvaire. Grâce à un énorme effort de volonté de sa part, presque un miracle, il est resté vivant.

Mais d'abord, il fallait monter un spectacle, la dégradation, où l'on brise l'épée, on arrache les galons. Il y eut un énorme attroupement. La foule criait "Mort aux Juifs". Tout le monde, des plus réactionnaires aux plus révolutionnaires, était convaincu que Dreyfus était coupable. Evidemment, la famille Dreyfus a essayé vainement de protester. Un journaliste juif anarchiste, Bernard Lazare a commencé à travailler pour la famille. Plus tard, les réactionnaires parleront d'un "syndicat juif" de tous les banquiers, les Rothschild, qui finançaient la campagne pour sauver Dreyfus. C'est complètement faux. La bourgeoisie juive, qui se croyait complètement assimilée, complètement francisée, n'a jamais voulu toucher à cela, n'a rien dit. Il s'est même trouvé des députés juifs à l'Assemblée pour donner de grands discours anti-dreyfusards. Le seul meeting public d'une organisation juive en faveur de Dreyfus fut le fait d'un groupe d'ouvriers socialistes juifs.

REBONDISSEMENTS

Après un certain temps, Sandherr, le chef des services de renseignements, tomba malade et fut remplacé par un certain Picquart. Picquart était, lui aussi, un antisémite forcené. Mais l'état-major, mal à l'aise, lui demanda de reprendre le dossier et de trouver quelque chose de plus substantiel. Comme il prenait ce travail au sérieux, il commençait à avoir des doutes. Quand il a su que ce n'était pas Dreyfus, il a voulu trouver le véritable traître. En mars 1896, on fit une nouvelle trouvaille dans les poubelles de l'ambassade d'Allemagne -- le fameux "petit bleu", un télégramme adressé par Schwarzkoppen à un certain Esterhazy. Le message impliquait Esterhazy dans une affaire d'espionnage au service des Allemands. Picquart a fait une enquête sur Esterhazy, et, à sa stupéfaction, s'est rendu compte que l'écriture d'Esterhazy était identique à celle du bordereau, ce même bordereau qui a fait condamner Dreyfus!

Esterhazy était un mythomane, soi-disant noble hongrois -- ce qui n'était pas vrai -- et criblé de dettes. En 1892, on était en pleine campagne antisémite contre les officiers juifs. Des officiers juifs défiaient certains agitateurs antisémites en duel. Esterhazy avait été le second d'un officier juif. Il était donc connu pour être un "ami des Juifs". Il en a profité pour demander de l'argent à Rothschild! En même temps, il vendait



Ed. Drouot et libertés

des renseignements sur l'ari. aux journaux antisémites. Il avait plus fers au feu!

Picquart est allé voir ses supérieurs avec sa découverte. Ils lui ont répondu que peut-être Dreyfus et Esterhazy, tous les deux, étaient coupables ou peut-être pas, mais, de toute façon, c'était réglé, il ne fallait pas faire de vagues et il fallait laisser tomber. Le commandant Henry (celui qui avait juré sur un crucifix) comprit qu'il fallait faire quelque chose. Alors, il confectionna un faux, une soi-disant lettre de l'attaché militaire italien à Schwarzkoppen qui mentionnait Dreyfus en toutes lettres -- encore mieux que "cette canaille de D." L'état-major pouvait maintenant déclarer que Picquart était complètement fou, que c'était un emmerdeur. On l'envoya en Tunisie dans l'espoir qu'il ne reviendrait pas. Comme Picquart craignait justement cela, qu'il ne revienne pas de Tunisie, il a écrit un document, où il a expliqué ce qu'il avait découvert, et il l'a donné à un ami, un avocat, qui l'a remis au vice-président du Sénat. Les choses commençaient à se mettre en mouvement.

J'ACCUSE!

C'est à ce moment-là, en novembre 1896, que Lazare publia une brochure, Une erreur judiciaire. La vérité sur l'affaire Dreyfus. Pendant longtemps, la famille Dreyfus n'avait



Coll. P. 1.

rien voulu faire publiquement. Elle avait simplement eu des entretiens secrets avec les députés. Mais, finalement, Lazare a publié la première brochure pour démontrer l'innocence de Dreyfus. Le frère de Dreyfus a fait une chose utile. Il a obtenu une copie du bordereau, et l'a publiée en affiche, sur les murs de Paris. Un banquier l'a vue et s'est dit, tiens, c'est l'écriture de mon client



Emile Zola publie en janvier 1898 le fameux article qui porte l'Affaire sur le terrain politique.

Esterhazy, qui me doit une énorme somme d'argent. A la fin 1897, Mathieu Dreyfus dénonçait publiquement Esterhazy dans une lettre ouverte.

Alors les choses s'accélérent. En janvier 1898, Emile Zola publia le fameux article J'accuse. Tout le monde doit le lire pour son style, mais le point, c'est que Zola a rompu avec les tactiques de la famille Dreyfus, qui ne voulait pas en faire une affaire politique. Zola, en fin de compte, a déformé certains faits. Il a presque tout mis sur le dos du commandant Henry, et non pas de l'état-major. Il n'a pas dit grand-chose de Mercier. Mais il a donné un sens politique à cette affaire: si l'on veut la justice, il faut lutter contre la réaction, et l'état-major, et l'Eglise. C'est ce qui a vraiment déclenché l'affaire et mené le pays au bord de la guerre civile.

La première réaction à J'accuse, malheureusement, ce furent des émeutes antijuives. De la fin janvier jusqu'à la fin février, il y eut des émeutes dans toutes les villes de France. Des foules encadrées par des organisations antisémites attaquaient des synagogues, des rabbins et des boutiques juives. La police a laissé faire.

A part Paris, qui était un véritable bastion de l'antisémitisme, ces pogromes ont été les plus virulents en Algérie. Il faut savoir qu'en 1870, les Juifs d'Algérie avaient été déclarés, par décret, citoyens français. C'était une tactique assez maligne

Le plus grand agitateur antisémite a été élu maire d'Alger en novembre 1898. Le colonialisme, le privilège de caste des colons avait une dynamique. La réaction est conséquente. Ceux qui oppriment des millions d'Arabes étaient aussi des antisémites à mort. Tous les mouvements fascistes ont toujours trouvé une base en Algérie. Le colonialisme et l'antisémitisme vont ensemble.

Avec J'accuse, Zola s'était livré à une provocation: il s'attendait à être attaqué en diffamation et le souhaitait. En juillet 1898, le procès a eu lieu. Esterhazy a témoigné. Il a expliqué à la Cour que si Dreyfus revenait en France, il y aurait 5000 cadavres juifs dans les rues de Paris. Au fur et à mesure du procès, l'état-major a dû jeter son sabre dans la balance.

Le chef de l'état-major, Boisdeffre, est venu témoigner. Il a dit: "Vous êtes le jury, vous êtes la nation. Si la nation n'a pas confiance dans les chefs de son armée, dans ceux qui ont la responsabilité de la défense nationale, ils sont prêts à laisser à d'autres cette lourde tâche". C'est-à-dire que l'armée a mis son honneur dans cette affaire et si vous déclarez Zola innocent, vous déclarez Dreyfus innocent et donc l'armée et l'état-major sont coupables.

Le jury a bien compris. Il a déclaré Zola coupable. Clemenceau, le politicien radical-bourgeois associé avec Zola, a dit: "Si Zola avait été acquitté, pas un de nous ne serait sorti vivant." La salle était remplie d'officiers et d'activistes antisémites qui faisaient du tapage pour intimider le jury et les dreyfusards. Un journal anglais a pu écrire, "la Troisième République n'existe plus" -- l'armée avait réussi à intimider la justice civile.

A cette époque, il y avait un nouveau gouvernement, un gouvernement des radicaux. Le ministre de la guerre Cavaignac, un radical, un "républicain", faisait le forcing pour liquider une fois pour toutes cette fâcheuse affaire. La femme de Dreyfus a fait une requête pour l'annulation de la condamnation de Dreyfus. On l'a soumise au parlement, et Cavaignac a fait un discours, citant pour la première fois le faux concocté par le commandant Henry. Auparavant, l'état-major avait tout fait pour ne pas divulguer les documents qui avaient fait condamner Dreyfus. Cavaignac croyait pouvoir régler définitivement leur compte aux dreyfusards en citant ce document. Mais c'était sa perte, parce qu'Henry avait pris un véritable document dérobé à l'ambassade allemande, il l'avait déchiré, et reconstitué avec d'autres morceaux où il avait ajouté d'autres phrases. Comme c'était du papier quadrillé, et que le quadrillage d'une partie était violet, et l'autre bleu, cela se voyait...

Henry a été accusé d'avoir fabriqué un faux et emprisonné. Quelques temps plus tard, il s'est tranché la gorge, ou on a tranché sa gorge pour lui. Esterhazy a avoué avoir écrit le bordereau et s'est enfui en Angleterre, et le chef de l'état-major a démissionné. Mais le nouveau

Le 23 février 1898, la foule acclame la condamnation de Zola. Clemenceau dira: "Si Zola avait été acquitté, pas un de nous ne serait sorti vivant."

Dreyfus ...

Suite de la page 9

gouvernement républicain a poursuivi Picquart en justice pour avoir donné son document à son ami l'avocat. C'était, cependant, le début de la fin pour les anti-dreyfusards.

LA TROISIEME REPUBLIQUE

Laissant tout cela en suspens, il faut examiner la situation politique dans le pays. Il s'agit de la Troisième République. C'était un régime sorti de la répression de la Commune, en 1871. Le parlement était de majorité royaliste. Mais comme Engels l'a écrit à l'époque: "Depuis 1870 -- et voilà le progrès -- ce ne sont pas les républicains qui font des républiques [...], mais les royalistes désespérant de la royauté."

Quand Marx analysait le bonapartisme -- l'Etat fort où le pouvoir exécutif prédomine et où l'Etat a une certaine indépendance vis-à-vis des classes --, il parlait de la monarchie de Napoléon III. Mais les conflits entre les partis dans le parlement n'ont pas empêché que toutes les institutions étatiques de Napoléon III aient été gardées par la Troisième République -- les préfets, la police, l'armée.

Après la Commune de Paris, la ville fut placée sous l'autorité, non pas de la mairie ou du conseil municipal, mais sous tutelle préfectorale -- un régime "provisoire" qui a duré plusieurs décennies. La police, c'était pareil. Le code d'instruction datait de 1811. Le chef de la police, Lépine, fabriquait de faux documents et organisait des attentats anarchistes, des provocations pour faire passer des lois répressives. Il avait des dossiers sur les députés, qu'il faisait chanter. Des témoins gênants étaient

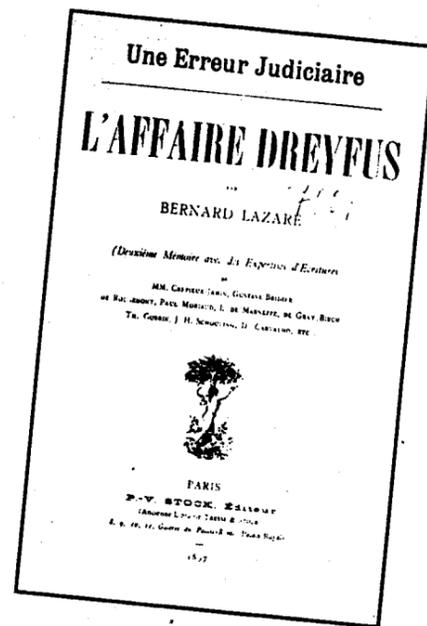


Coll. Part.

Deuxième édition du livre de Bernard Lazare, premier ouvrage cherchant à démontrer l'innocence de Dreyfus (aimablement prêté par la Bibliothèque Medem).

Bien que le mouvement boulangiste ait eu parfois une rhétorique anticapitaliste, populaire, c'était un mouvement pour une dictature militaire, complètement chauvin et antisémite. Boulanger a été à deux doigts de prendre le pouvoir en 1889. Engels était furieux contre les Parisiens. Il a écrit qu'ils ont "préféré célébrer le centenaire de 1789 en se jetant aux pieds d'un simple jean-foutre". Il a aussi dit que le boulangisme était "la punition juste, méritée, pour la lâcheté de tous les partis vis-à-vis de ce chauvinisme bourgeois qui s'imagina pouvoir arrêter l'horloge de l'histoire jusqu'à ce que la France ait reconquis l'Alsace".

Derrière le mouvement de Boulanger, il y avait notamment un autre mouvement, dirigé par Paul Déroulède,



ment dont l'idéologue était Edouard Drumont, fondateur de la *Libre parole*. Il a créé une ligue antisémite qui ressemblait étrangement aux sections d'assaut nazies -- une base petite-bourgeoise, des bandes qui terrorisaient des commerçants et des artisans juifs. Le chef était un aventurier aristocratique, Morès, qui a tué un officier juif dans un duel. C'était un fanatique du colonialisme français et heureusement, il n'était plus là pour l'affaire Dreyfus car il était allé en Algérie se faire tuer par les Touaregs en 1896!

Comme Boulanger s'est suicidé en 1890, c'est Déroulède et Drumont qui ont été le fer de lance des pogromes, de l'agitation antisémite. Ils ont dit que ce n'était pas une affaire religieuse; le vieil antisémitisme -- les Juifs ont tué le christ et tout cela -- ne les intéressait pas. C'était par la démagogie contre les Rothschild, les banquiers juifs, qu'ils entraînaient les masses populaires derrière eux. C'était une nouvelle forme de mouvement de masse réactionnaire qui préfigurait le fascisme.

Il y avait des journaux catholiques, comme la *Croix* qui se proclamait "le plus grand journal antijuif de France", et le clergé français était impliqué dans l'agitation anti-Dreyfus. Mais le fer de lance était l'état-major dans son ensemble et ces mouvements dont le fascisme moderne se réclame.

Quand le commandant Henry s'est tranché la gorge, on a ouvert une souscription pour que sa veuve fasse un procès pour défendre sa mémoire. Ils ont récolté beaucoup d'argent et les gens ont mis des petits mots avec leur contribution. Tout cela a été publié et on peut avoir ainsi une radioscopie de l'antisémitisme: "Un petit industriel ruiné par les Juifs"; "Une ouvrière trompée par un patron juif, son séducteur"; "Vive le sabre qui nous débarrassera de toute la vermine"; "Pour Dieu, pour son pays et l'extermination des Juifs"; "Pour la vivisection sur les Juifs plutôt que sur d'inoffensifs lapins"; "Tous les youpins dans d'immenses fours"; "Pour louer un wagon d'exportation pour les Juifs".

Effectivement, on peut supposer que certains de ces gens étaient encore vivants en 1942, quand le gouvernement de Vichy a envoyé les Juifs dans les camps de la mort. Le général Pétain a aussi donné de l'argent -- tous les grands généraux comme Weygand. Ils n'avaient rien appris et rien oublié depuis l'affaire Dreyfus.

LES RADICAUX ET LES SOCIALISTES

Au début de la Troisième République, on avait des partis démocratiques, républicains, qui disaient que les préfets avaient trop de pouvoir et qu'il fallait abolir le Sénat. Mais quand ils prennent le pouvoir, les "radicaux" deviennent "opportunistes". Comme tous les radicaux sont des opportunistes en herbe, c'est très difficile de savoir qui est qui à un moment donné. Clemenceau, qui pendant longtemps avait été le plus radical de tous, quand enfin il eut

le pouvoir en 1906, se montra le plus réactionnaire.

L'arbre généalogique des socialistes est compliqué. On avait des anarchistes, et les blanquistes, qui étaient des insurrectionnistes non marxistes conséquents. En 1879, s'est tenu un congrès ouvrier qui, pour la première fois, s'est déclaré pour la collectivisation des moyens de production, contre les coopératives à la Proudhon. Trois ans après, il y a eu une scission entre les marxistes et les "possibilistes". Les possibilistes sont faciles à comprendre, ils ne voulaient faire que ce qui était "possible", et leurs discours vitupéraient contre les "jésuites marxistes" qui étaient dirigés de Londres par un Allemand.

Mais les guesdistes, qui étaient des marxistes "orthodoxes", étaient ceux qui avaient fait dire à Marx, "Moi, je ne suis pas marxiste". Pendant l'affaire Boulanger, ils avaient fait de grandes déclarations. Le président en exercice étant Jules Ferry, ils disaient: "Ni Ferry, ni Boulanger." Très principiel, sauf que dans certaines villes, ils faisaient des listes électorales avec des boulangistes... Lafargue, le gendre de Marx disait, c'est un mouvement révolutionnaire, la direction est réactionnaire, mais c'est un mouvement de masse...

Si Engels était furieux contre les Parisiens, il était encore plus furieux contre ces gens-là. Il a écrit une lettre à Lafargue où il a dit, essentiellement: défense militaire. Qu'il y avait un danger que Boulanger prenne le pouvoir, qu'il y aurait eu une dictature militaire, qu'il allait emprisonner toute la gauche et détruire les syndicats. Dans notre langage aujourd'hui, cela donnerait aucun soutien politique à Ferry, mais défense militaire contre Boulanger. Il a écrit: "Ce qu'il faut dire c'est que la meilleure défense de la République, c'est que chaque ouvrier a un fusil et cinquante cartouches et c'est ça que Clemenceau ne voulait pas dire, et ça qu'il faut balancer dans la figure."

LE GUESDISME ET LE MARXISME

Les guesdistes n'ont pas été très brillants dans cette affaire et ils n'ont pas été exactement à la hauteur pendant l'affaire Dreyfus non plus. C'était un mouvement né après une défaite. Ils se sont créés après la défaite de la Commune, et la grande



Plon

Ouverture du procès de Rennes le 7 août 1899. On distingue Dreyfus à droite devant ses avocats.

mis dans des asiles d'aliénés. Il ressemblait à Fouché, le chef de la police sous Napoléon, et à Chiappe, le chef de la police en 1934.

Comme Rosa Luxemburg l'a expliqué, l'armée n'avait pas autant de pouvoirs sous la monarchie. C'est la Troisième République qui a fait de l'armée un enfant chéri -- le chauvinisme, la revanche, l'Alsace-Lorraine. La lutte de l'état-major contre tout contrôle civil n'était pas une lutte royaliste.

La Troisième République n'a jamais été véritablement menacée par un coup d'Etat royaliste. Par contre, elle était menacée par des mouvements réactionnaires beaucoup plus dangereux. A la fin des années 80, la corruption des parlementaires et la crise économique ont dégoûté les masses de la république et elles se sont rangées derrière le général Boulanger. La petite-bourgeoisie parisienne, qui avait toujours été à la base des mouvements républicains qui se réclamaient du socialisme, a, pour la première fois (pendant que la classe ouvrière industrielle commençait à s'organiser et que les partis socialistes commençaient à prendre de l'ampleur), basculé dans le camp de la réaction.

la Ligue pour la patrie française. Dans les années 80, Jules Ferry avait organisé l'enseignement laïc et public, une réforme démocratique. Il avait aussi pour programme d'inculquer le chauvinisme dans la tête de tous les petits Français. La Ligue de la patrie française existait pour inculquer le patriotisme chez les enfants. Au début, c'était donc un mouvement républicain, mais Déroulède est allé jusqu'au bout de son chauvinisme et il a conclu que le parlement était pourri et qu'il fallait un homme fort, Boulanger, pendant un certain temps. Il a converti cette ligue, d'une ligue culturelle d'enseignement, en un parti de masse réactionnaire et antisémite. Le nationalisme français populaire est devenu définitivement réactionnaire. Exemple frappant, sur la question de Boulanger, les blanquistes scissionnèrent en 1889 entre d'un côté bon nombre des disciples de Blanqui (l'indomptable révolutionnaire était mort au tout début de 1881) qui devinrent les ardents propagandistes du général et sombrèrent dans l'antisémitisme et de l'autre côté Vaillant, avec la majorité de l'organisation derrière lui, qui s'orientait vers le marxisme.

Ajoutez à cela un troisième mouve-



Ed. droit et liberte

Le capitaine Dreyfus au moment de l'Affaire.

leçon qu'ils en avaient tirée, c'était qu'il fallait attendre sagement la révolution, et pas faire de "provocations" parce qu'on serait écrasés dans le sang.

Quelqu'un a cherché combien de fois le mot "fatal" apparaissait dans les écrits de Guesde, et il y en a à la pelle. La révolution était fatale,

personne ne pouvait l'arrêter. L'autre phrase qu'ils aimaient bien, c'est "nous constatons". Cela rappelle Lutte ouvrière; nous constatons que les choses sont ainsi et pas autrement, et on attend la révolution.

Il a souvent été dit aussi que les guesdistes ont introduit le marxisme en France. Pour le peu que c'était vrai, ils étaient aussi responsables pour des déformations du marxisme qui ont duré en France jusqu'à la Révolution russe et la scission du congrès de Tours. Pendant toutes les années 80, ils n'ont pas publié un seul livre de Marx et d'Engels, par exemple. Ils ont publié quelques brochures, le Manifeste communiste, mais la Guerre civile en France, ils ne l'ont publiée qu'en feuilleton dans un journal et après, plus rien. Toutes les leçons que Marx a tirées de la Commune sont restées au placard, bien qu'ils aient parlé tout le temps d'insurrection. On va prendre le pouvoir par l'insurrection, on va s'emparer de l'Etat bourgeois et on va purger les éléments bourgeois, et on va garder cet Etat, au lieu de briser l'Etat bourgeois. Rien, ils n'ont rien appris de Marx sur la Commune.

Sur les syndicats, ils avaient la fameuse thèse de Lassalle, que c'était impossible d'élever les salaires. C'était un leurre, les grèves pour les salaires, complètement utopique, et il fallait alors que les socialistes veillent sur les syndicats pour qu'ils ne fassent rien. On peut comprendre la hargne des syndicalistes contre les guesdistes: en 1893, les flics ont fait une descente sur la Bourse du travail de Paris, contre une réunion syndicaliste et Guesde a déclaré que ce n'était pas une mauvaise chose, de cette façon les ouvriers ne seraient plus trompés par les syndicalistes! Par contre, Guesde a pu voir l'importance d'organiser, dans les syndicats, la classe ouvrière industrielle alors embryonnaire et, dans les régions du Nord, on l'honore toujours pour ça.

On peut imaginer leur position sur les questions démocratiques en général. Sur le colonialisme, ils étaient contre les expéditions coloniales, mais pas vraiment contre le colonialisme. Ils ont dit, textuellement: "Ce qui nous intéresse dans cette question, c'est la vie de nos soldats et de nos marins." On croit entendre la propagande de la LCR et LO, pour qui le Tchad coûte trop cher.

Les guesdistes ont déclaré à leur congrès, en 1898, "le nationalisme n'est pas seulement le dernier mot de la duperie. Il est encore et surtout le dernier mot de l'imbécillité... Un moyen de diviser et d'armer les uns contre les autres les travail-

1898, des émeutes antisémites ont éclaté un peu partout après la publication de "J'accuse!" Ici, la mise à sac pogromiste d'un commerce juif en Algérie.



et même des soldats morts dans des expéditions coloniales.

Guesde a dit un jour qu'il n'aimait pas les "anti": l'antimilitarisme et l'anticolonialisme; il n'y avait que l'anticapitalisme. Par contre, les allemanistes faisaient beaucoup de propagande anticléricale et antimilitariste. C'était une scission des possibilistes dont le dirigeant s'appelait Jean Allemane, un ex-communard. Mais ils n'étaient pas marxistes, mais plutôt proches des anarcho-syndicalistes. Voilà une citation d'Allemane, qui de plus montre un peu le style de l'époque: "Sus au parlementarisme, que chaque élu n'aborde plus la tribune que pour cracher toute l'expression de notre mépris aux faces glabres des avortons bourgeois."

LES SOCIALISTES FACE A L'AFFAIRE DREYFUS

En 1896, après que Lazare eut publié sa première brochure, les guesdistes ont écrit un compte-rendu qui expliquait que cet anarchiste, qui était tellement amoureux de Rothschild, se faisait "l'agent de la juiverie et la haute finance". D'autres journaux guesdistes ont simplement déclaré que Dreyfus était un traître, mais il y en a un qui a repris une dépêche d'agence qui disait que

niste, Lucien Herr, qui fut un des premiers socialistes convaincus de l'innocence de Dreyfus. (Herr était bibliothécaire de l'Ecole normale supérieure de Paris; il avait manœuvré pendant plusieurs années pour avoir ce poste dans le but de recruter des intellectuels au socialisme.) Herr a pu convaincre Jaurès. Jaurès, ex-radical, avait pendant un temps été militant guesdiste.

Après J'accuse, les députés socialistes (il y en avait une trentaine) devaient prendre position. L'aile droite, les "socialistes indépendants" et les possibilistes, ont jugé que prendre position serait perdre leurs sièges. Guesde déclara que J'accuse était "le plus grand acte révolutionnaire de notre siècle" mais, à la dernière minute, il a reculé. Contre Jaurès, qui voulait prendre la défense de Dreyfus, l'aile guesdiste insista pour sortir une déclaration qui disait: Dreyfus est probablement innocent, l'antisémitisme est mauvais, mais on n'a pas à défendre un camp bourgeois contre un autre -- de toute façon, Dreyfus est un officier bourgeois.

Les guesdistes avaient passé une résolution pour faire de la propagande contre l'antisémitisme. Rosa Luxemburg a remarqué que, l'affaire Dreyfus impliquait quatre choses qui intéressent le prolétariat: "militarisme, chauvinisme-nationalisme, antisémitisme et cléricalisme", et elle a écrit: "Ces ennemis directs du prolétariat socialiste, nous les combattons toujours dans l'agitation générale par la parole et la plume en vertu de nos principes et de nos tendances générales. Combien incompréhensible serait-il donc de ne pas entrer en lutte contre ces ennemis-là où il s'agit de les démasquer, non pas en tant que clichés abstraits, mais en se servant des vivants événements du jour!" C'était une polémique contre les guesdistes. C'est dans les faits et non pas dans les paroles qu'il fallait lutter contre l'antisémitisme et il fallait défendre Dreyfus contre les machinations de l'état-major. C'est exactement ce que les guesdistes ne voulaient pas faire!

Jaurès a fait cavalier seul et a sorti une brochure pour défendre Dreyfus. Jaurès n'était pas marxiste, mais il avait lu beaucoup de Marx, beaucoup plus que Guesde, ce qui fait de lui un révisionniste redoutable. Dans cette brochure il explique: "Il y a deux parts dans la réalité capitaliste et bourgeoise. Il y a tout un ensemble de lois destinées à protéger l'iniquité fondamentale de notre société; il y a des lois qui consacrent le privilège de la propriété capitaliste; l'exploitation du salarié par le possédant. Ces lois, nous voulons les rompre et même par la révolution s'il le faut, abolir la légalité capitaliste pour faire surgir un ordre nouveau. Mais, à côté de ces lois de privilège et de rapine, faites par une classe et pour elle, il en est d'autres qui résument les pauvres progrès de l'humanité [...]. Au contraire des nationalistes [Déroulède

et Drumont], qui veulent garder de la légalité bourgeoise tout ce qui protège le capital et livrer aux généraux tout ce qui protège l'homme, nous, socialistes révolutionnaires, nous voulons dans la légalité d'aujourd'hui, abolir la portion capitaliste et sauver la portion humaine."

Jaurès, évidemment, voulait réformer le capitalisme. Il voulait utiliser les lois démocratiques-bourgeoises pour réformer le capitalisme. Cependant, ce réformiste avait là un point tranchant contre le "révolutionnaire" Guesde qui ne voulait rien entendre des droits démocratiques.

L'ARMEE ET LE GOUVERNEMENT

On voit ensuite pendant un an une succession de gouvernements qui ont essayé de trouver un moyen de régler l'affaire sans provoquer l'armée. Si les possibilités d'un coup d'Etat par la rue étaient peu sérieuses, elles existaient, et les réactionnaires ont tout fait pour faire tomber le gouvernement et le remplacer par un gouvernement parlementaire beaucoup plus à droite, comme cela arriva en février 1934.

A ce moment, les guesdistes et



Ed. Droit et liberté
Jean Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale.

les autres socialistes se sont réveillés. Ils ont déclaré qu'il fallait défendre le régime parlementaire de façon militaire contre la réaction. Il y eut, le 11 juin 1899, une manifestation de 100000 ouvriers en défense de la République. Le gouvernement a envoyé des milliers de policiers qui ont attaqué les manifestants. Il a envoyé la police perquisitionner dans les locaux des "ligues": la Ligue antisémite, la Ligue pour la patrie française... et la Ligue des droits de l'homme qui s'était créée en défense de Dreyfus.

En juillet 1899, un nouveau gouvernement -- le gouvernement Waldeck-Rousseau -- allait enfin régler l'affaire à sa façon. Waldeck-Rousseau voulait avoir l'appui des ouvriers sans provoquer l'armée. Alors il a proposé un ministère aux socialistes. Les guesdistes, à leur crédit, étaient contre mais Jaurès était pour, et le "socialiste indépendant" Millerand est devenu ministre du commerce (de facto, ministre du travail). Mais en même temps, pour rassurer l'armée, Waldeck-Rousseau a nommé le général Gallifet ministre de la guerre (comme Allende a choisi Pinochet). Gallifet était le général qui avait réprimé la Commune. Les guesdistes, les allemanistes et les ex-blancquistes ont fait un scandale dans le parlement, ils l'ont hué, ils ont crié "Assassin" et ils ont refusé de voter pour le gouvernement. Jaurès avait accepté ce front populaire avant l'heure.

Suite page 12



La fin du général Boulanger. Derrière le jean-foutre, prétendant Bonaparte failli, il y avait les sinistres forces de l'antisémitisme "moderne" et la petite-bourgeoisie enragée.

leurs [...]. Cela a à peu près la même profondeur que la déclaration de Lutte ouvrière- "Patriotisme, nationalisme, racisme, c'est la même chose et c'est idiot" -- c'est-à-dire aucune. En même temps, les mairies tenues par les guesdistes faisaient construire les monuments à la gloire des morts de la guerre contre les Prussiens

les Juifs étaient un obstacle à la colonisation en Algérie et qu'il fallait les chasser. Toute l'extrême gauche à l'époque ne se gênait pas pour utiliser des mots comme "youpins", en particulier les anarchistes qui avaient un langage très "populaire". Fin 1897, quand les preuves commençaient à s'accumuler, c'est un allema-

Expulsions...

Suite de la page 1

retrouvais nu devant des gens" (*Libération*, 10-11 octobre).

Dans la banlieue parisienne, les flics ont lancé une véritable chasse au faciès, qui vise particulièrement les jeunes. Rien qu'en Seine-Saint-Denis, où les flics multiplient les "contrôles", notamment aux abords de l'université, 400 jeunes seraient actuellement menacés d'expulsion (*Libération*, 16 octobre). Il est clair que Chirac et ses sbires Pasqua-Pandraud ont donné instruction à leurs flics et à leurs juges d'utiliser tous les moyens "légaux" pour transformer en "clandestins" et expulser le maximum de jeunes immigrés. Après avoir fait expulser le 18 octobre 1986, par avion spécial, 101 "clandestins" maliens, Pasqua, alors que s'ouvrait à Lyon le procès Barbie, avait déclaré qu'il n'hésiterait pas à remplir des trains d'expulsés. Le message a été bien reçu par les fascistes qui se sont vu donner là un feu vert à leur terreur anti-immigrés; il a été aussi bien reçu par les flics et les juges, qui expulsent les immigrés avec le même zèle bureaucratique dont leurs prédécesseurs de 1943 faisaient preuve pour arrêter et recenser les Juifs -- jusqu'aux convocations au commissariat qui sont maintenant adressées sur papier à en-tête du "Service des étrangers-Section éloignement".

Et quand les subterfuges judiciaires légaux ou à demi légaux déjà existants ne suffisent plus à Pasqua-Pandraud pour remplir leur quota d'expulsions, ils emploient l'arbitraire administratif pur et simple. C'est ce qui est arrivé

de personnel affecté à ce service en préfecture. Selon le préfet, la solution pour Serge consistait à accepter l'expulsion et à se débrouiller pour revenir en France du Congo (il est orphelin) pour... régulariser sa situation" (*L'Humanité*, 16 octobre). Arrêté le 15 octobre par la police, le jeune homme est expédié sur-le-champ à Roissy où il doit être embarqué de force le soir même pour Brazzaville. Mais à la dernière minute, il sera heureusement délivré par 200 jeunes manifestants accourus en catastrophe de Montreuil, à l'initiative de militants de la Jeunesse communiste.

Cette action courageuse a fait contre elle l'unanimité haineuse de la droite parlementaire et des fascistes. Tandis que Pasqua déclarait que "les communistes ne doivent pas oublier qu'on est dans un état de droit", les députés lepénistes Bachelot et Holleindre réclamaient la dissolution du Mouvement de la jeunesse communiste (pour ne pas être en reste, la misérable potiche anticommuniste Malhuret, secrétaire d'Etat aux "droits de l'homme", dénonçait les "arrière-pensées politiciennes" du PCF). Pour montrer qu'il ne s'agissait pas là de menaces en l'air, les CRS, le lendemain de la tentative d'expulsion de Serge Mitolo, chargeaient plusieurs élus PCF de Seine-Saint-Denis qui participaient à une manifestation contre les expulsions devant la préfecture du département (*ibid.*)

Pendant que la droite et les fascistes, oubliant leurs querelles, se répandaient en injures contre l'"action commando" de Roissy, le PS et ses succursales "antiracistes" comme SOS-Racisme et France-Plus obser-

et antisoviétique) qui les lie aux politiciens de la droite "modérée" sur la nécessité de gérer la crise du capitalisme français pourrissant sur le dos des travailleurs, des immigrés, des jeunes, mais dans le cadre du "respect de la légalité". C'est sous les gouvernements "socialistes" que la répression policière anti-immigrés s'est accélérée, que des

treuil, et ce parce que la direction réformiste du PCF ne voulait pas le faire et ne pouvait pas le faire. Il ne s'agit évidemment pas d'un manque de forces ou de capacités de mobilisation, même si ces forces s'affaiblissent de jour en jour parce que la direction PCF de la CGT a laissé à l'abandon les grèves des immigrés de l'automobile qui ont



Patrick Nussbaum

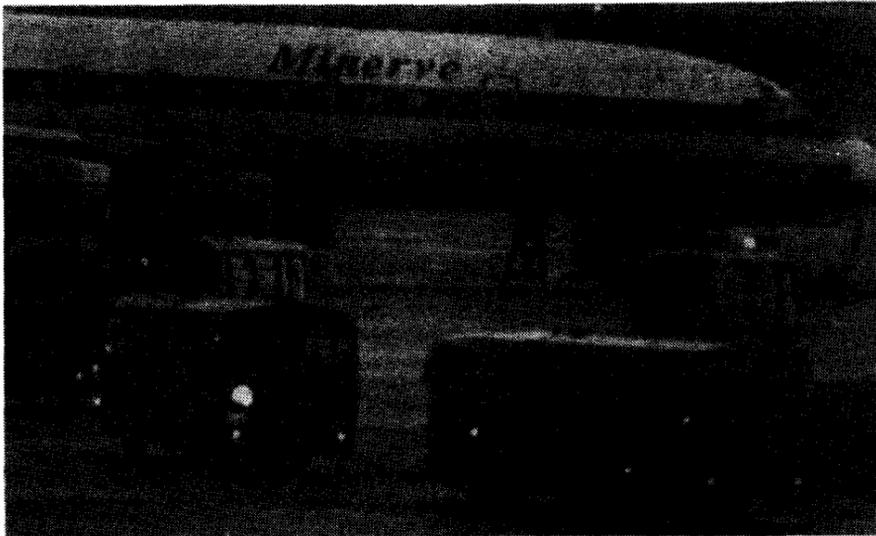
Le 15 octobre, face à une mobilisation des Jeunesses communistes, Pasqua n'a pas pu expulser Serge Mitolo, lycéen à Montreuil.

lois scélérates comme les "décrets Dufoix" ont pavé la voie aux mesures de Chirac, que les "charters Joxe" ont précédé les "charters Pasqua". Et aujourd'hui, Harlem Désir approuve les expulsions d'"immigrés clandestins", pourvu... qu'elles se déroulent "dans toutes les règles du droit" (déclaration à "L'heure de vérité" du 19 août, *le Monde*, 21 août). De la même façon, SOS-Racisme appelle les racistes "légaux" à s'opposer aux racistes extra-légaux. On ne combat pas les fascistes avec les fronts populaires avec des Stiri ou des Stasi, et autres nouvelles "unions de la gauche". On les écrase par la mobilisation ouvrière!

L'action courageuse de jeunes militants communistes de Montreuil les a placés en dehors de ce consensus de classe raciste, mais aussi en porte à faux avec le programme chauvin du PCF: Les directions des JC et du PCF ont certes le mérite d'avoir défendu leurs militants contre les insultes et les menaces de Pasqua; mais cette campagne anti-expulsions ne pouvait mobiliser les travailleurs de l'aéroport de Roissy -- pilotes, aiguilleurs du ciel, mécaniciens, etc., et encore moins les détachements déterminés d'ouvriers de toute la région parisienne afin de prêter main-forte aux courageux jeunes de Mon-

été à l'avant-garde des luttes dans les premières années de la présidence Mitterrand.

Les dirigeants réformistes du PCF ne veulent pas et ne peuvent pas mobiliser les travailleurs de ce pays, français et "immigrés", pour des actions de classe contre les expulsions, la ségrégation et la terreur racistes, parce que cela serait fondamentalement contradictoire avec leur programme chauvin de "Produisons français", des quotas d'immigrés dans les municipalités "communistes" (Vitry), de "lutte contre l'immigration clandestine". Ils sont contre le mot d'ordre démocratique élémentaire des pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille. Ils débattent publiquement avec les chefs de bandes fascistes au lieu d'organiser des mobilisations ouvrières pour les écraser. Aux jeunes antiracistes, qui préfèrent les actions anti-expulsions des JC aux sermons impuissants des stars de SOS-Racisme, qui veulent en finir avec ce capitalisme pourrissant sur le fumier duquel la ségrégation et la terreur racistes poussent comme des champignons vénéux, nous disons que leur place n'est pas dans un PCF qui est toujours le parti de Vitry, mais dans le parti léniniste-trotskyiste qu'il faut aujourd'hui construire. ■



Quake Syqma

Depuis l'odieux "charter" des 101 Maliens le 18 octobre 1986, Pasqua a expulsé plus de 10000 immigrés.

à Serge Mitolo, de nationalité congolaise et lycéen à Montreuil, "qui n'a pu faire renouveler à temps son titre de séjour en raison de la pénurie

vaient un silence éloquent. Pour ces gens, l'"antiracisme" s'arrête là où commence le "consensus républicain" (en fait antiouvrier, anti-immigré

Dreyfus...

Suite de la page 11

En 1900, un deuxième conseil de guerre siégeait à Rennes. Waldeck-Rousseau joua un jeu très machiavélique. Il demanda à l'avocat de Dreyfus de ne pas mettre en cause l'armée et de ne pas faire de discours politiques en échange de l'acquiescement de Dreyfus. La défense de Dreyfus dans ce procès était, en effet, assez molle. Il n'y eut aucune mise en accusation des machinations de l'état-major. La base de la défense, c'était qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves contre Dreyfus.

Pourtant, le verdict fut que Dreyfus était coupable "avec des circonstances atténuantes". Waldeck-Rousseau alors appliquait son plan de rechange. Il a tout simplement gracié Dreyfus. Gallifet a sorti un ordre du jour à l'armée, déclarant l'incident clos. Quelques mois plus tard, le parlement votait une amnistie pour tout le monde. Tous ceux qui avaient envoyé Dreyfus à l'île du Diable, qui avaient fait des faux documents, qui avaient menacé la justice civile et le gouvernement, ont été amnistiés, comme les dreyfusards. Ainsi, c'est un front

populaire avant l'heure qui a enterré l'affaire Dreyfus.

La participation de Millerand au gouvernement -- le ministérialisme -- a provoqué des scissions chez les socialistes français. Jaurès expliquait que la participation dans le front populaire était le prolongement de la défense de Dreyfus.

Mais à la fin de l'affaire Dreyfus, le monde s'apprête à s'engager dans le carnage de la Première Guerre mondiale: La controverse sur la participation dans les gouvernements bourgeois s'est étendue à toute la Deuxième Internationale, mais cela n'empêcha pas les dirigeants ouvriers traîtres d'entrer dans les gouvernements d'union sacrée durant la guerre de 1914-1918, et d'utiliser les arguments de Jaurès pour soutenir leur "propre" bourgeoisie. Aujourd'hui, le même genre d'argument est utilisé par la gauche et l'"extrême gauche" pour former ou soutenir ces gouvernements de collaboration de classe. Et comme tous les fronts populaires -- l'Espagne dans les années trente et le Chili de 1973 en sont d'autres exemples --, le résultat est le même. La réaction s'épanouit alors que les ouvriers sont livrés pieds et poings liés à cette même bourgeoisie qui

les exploite et les opprime. La bourgeoisie se prépare à nouveau à les envoyer au carnage, peut-être nucléaire, cette fois-ci contre l'Union soviétique qui, malgré ses déformations stalinienne, représente toujours la révolution sociale qui a triomphé

en octobre 1917.

Il faut construire un parti comme le parti bolchévique de Lénine et Trotsky pour exproprié les bourgeoisies décadentes et construire une société d'où l'antisémitisme et le racisme seront définitivement extirpés. ■

De la «révolution arabe»
à la Pax americana

**La question
palestinienne
après le Liban**

Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste
internationale

15 F

Commandez la brochure de la LTF

La fiction de l'"unité arabe"
derrière la cause palestinienne
s'est effondrée dans les ruines
de Beyrouth écrasé sous les bombes
sionistes.

Cette brochure rassemble
une série de quatre articles publiés
dans *Workers Vanguard*, le journal
de nos camarades américains,
qui vont de la création de l'Etat
sioniste à l'alliance antisoviétique
de Washington et des régimes
réactionnaires arabes sur le dos
des Palestiniens.

Ecrire au Bolchévick: B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Le 11 septembre dernier, prenait fin la visite officielle en Allemagne de l'Ouest de Erich Honecker, chef de l'Etat de la République démocratique allemande (RDA). C'était la première visite officielle de ce type depuis 38 ans que la RDA existe -- l'Allemagne de l'Ouest ne l'a jamais reconnue comme Etat séparé. La visite de Honecker a une fois de plus souligné la question de la *division de classe* des deux Allemagne. La tendance spartaciste internationale et sa section allemande, la *Trotzkistische Liga Deutschlands*, sont les seules à se battre pour une réunification révolutionnaire de l'Allemagne dans le cadre d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

Ce qui s'est passé dernièrement à l'Est comme à l'Ouest de Berlin, la ville divisée qui est au front de la guerre froide, a souligné l'importance centrale de la question allemande pour la politique européenne. En juin dernier, quelque trois à quatre mille jeunes est-allemands se sont rassemblés devant la porte de Brandebourg, du côté Est, pour écouter un concert de rock qui se tenait juste de l'autre côté du Mur, à l'Ouest. Ils ont fini par traverser les cordons de la police est-allemande aux cris de "Il faut démolir le Mur" mais aussi "Nous voulons Gorbatchev!"

Trois jours plus tard, Ronald Reagan essayait de lancer une croisade de guerre froide contre le mur de Berlin et essayait un échec total. C'était sa première visite en Allemagne de l'Ouest depuis qu'il avait rendu hommage aux SS nazis à Bitburg en 1985. Il a fallu que Berlin-Ouest soit occupée par la police pour qu'il puisse en toute sécurité faire un discours provocateur du côté occidental de la porte de Brandebourg. Les jours précédents, des dizaines de milliers de jeunes Berlinoises de l'Ouest avaient manifesté contre "Rambo Reagan" et avaient été sauvagement réprimés par la police.

HONECKER VISITE LE QUATRIEME REICH

La visite de Honecker aurait été impossible il y a dix ans. En particulier sous les auspices de la *Christlich Demokratische Union (CDU)*. Il y avait eu une tentative en 1984, mais le gouvernement CDU l'avait sabotée; et finalement l'Union soviétique, qui n'approuvait pas la mini-détente de Honecker à l'ombre des missiles *Pershing* américains d'Allemagne de l'Ouest y avait mis le holà. Maintenant que le régime Reagan est discrédité et que Gorbatchev fait de nouvelles tentatives de détente, la bureaucratie de RDA (bien qu'elle n'apprécie guère la politique de Glasnost de Gorbatchev) relance elle aussi sa



Independent

Le stalinien est-allemand Erich Honecker (à gauche) trinque avec le chef de l'impérialisme ouest-allemand Helmut Kohl.

politique de conciliation avec l'impérialisme ouest-allemand.

Le régime stalinien d'Allemagne de l'Est, pour qui la visite de Honecker est un triomphe, pense que les relations entre les deux Allemagne vont se développer d'une manière positive et pacifique. L'Allemagne de l'Ouest reste pourtant la tête de pont de la politique antisoviétique de *rollback* [refoulement] de l'OTAN et a toujours l'intention de regagner les territoires qu'elle a perdus dans la Deuxième Guerre mondiale et restaurer l'ordre capitaliste en Europe de l'Est. Pour les industriels de la Ruhr et les banquiers de Francfort,

L'Allemagne divisée et Glasnost



Der Spiegel

Le 8 juin dernier à Berlin-Est, des fans de rock ont crié "Le Mur doit être démolé!" mais ils ont aussi chanté l'Internationale et scandé "Nous voulons Gorbatchev!"



Gamma

Pour la réunification révolutionnaire! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!

l'Allemagne de l'Est reste le *Mitteldeutschland*. L'Allemagne de l'Ouest refuse de signer un traité reconnaissant la frontière Oder-Neisse d'après-guerre entre l'Allemagne et la Pologne, et dans son revanchisme, rêve de réannexer des parties de la Pologne et même de dominer l'Union soviétique.

Honecker est depuis longtemps dénoncé en Allemagne de l'Ouest comme étant l'architecte du mur de Berlin. Le Mur était une mesure défensive, quoique partielle et bureaucratique, pour protéger l'économie collectivisée de la RDA contre l'impérialisme. Il a été construit en 1961 pour empêcher une hémorragie massive

des dix premières puissances industrielles, avec un revenu *per capita* plus élevé que la France, l'Angleterre ou l'Italie. Lors de sa visite, Honecker est retourné dans la région de son enfance, la Sarre, ravagée par les fermetures d'usines et un taux de chômage de 15%. Cela montre de manière frappante que l'économie collectivisée et planifiée de la RDA -- acquis historique pour le prolétariat -- est en train de rattraper l'Ouest capitaliste. Honecker est en bonne position pour libéraliser le passage des frontières: des milliers d'émigrés est-allemands déçus par l'Ouest, où ils n'ont pu trouver de travail décent ou s'intégrer dans le "monde libre", retournent à l'Est.

Pourtant, un membre de la chancellerie de Helmut Kohl a déclaré que Honecker "allait dans ce que nous considérons la bonne direction" parce que la bourgeoisie de RFA pense que ces manoeuvres de détente vont atteindre leur but: pénétrer économiquement la RDA. Le fait que les échanges commerciaux entre les deux Allemagne aient doublé dans les dix dernières années peut être un bon moyen de pression pour les banquiers de Francfort. Les leaders de la CDU, y compris l'ultra-réactionnaire Strauss, ont adopté l'*Ostpolitik* de leurs prédécesseurs sociaux-démocrates Willy Brandt et Helmut Schmidt dont le but est d'affaiblir économiquement le bloc soviétique en vue d'une restauration capitaliste. Mais il ne peut y avoir, au bout du compte, aucune tentative de restauration capitaliste qui soit pacifique et l'Allemagne de l'Ouest n'a pas que la diplomatie du *Deutschmark*, elle a aussi une des armées les mieux équipées du monde pour satisfaire ses objectifs revanchistes.

DEUX MANIFESTATIONS DANS BERLIN DIVISEE

C'est à Berlin que la division de classe entre les deux Allemagne est exprimée de la manière la plus aiguë. L'existence d'un avant-poste impérialiste à Berlin-Ouest, au beau milieu du territoire est-allemand

est, en soi, une provocation. Berlin-Ouest est massivement subventionnée pour jouer son rôle de vitrine du "monde libre".

Les concerts de rock, organisés en juin par le Sénat de Berlin-Ouest pour célébrer le 750e anniversaire de la ville, n'étaient donc pas simplement pour le plaisir. Ils avaient lieu à l'endroit du Reichstag, juste contre le Mur et les haut-parleurs étaient tournés vers Berlin-Est. Les artistes, en particulier les *Eurythmics*, auteurs de la musique du film d'horreur anti-communiste *1984*, et David Bowie, avaient aussi un rôle à jouer. Bowie s'adressait particulièrement aux auditeurs de Berlin-Est.

Les jeunes amateurs de rock est-allemands écoutaient le concert retransmis à la radio et grimpaient sur les arbres de *Unter den Linden* pour essayer d'apercevoir les musiciens de l'autre côté. (*Unter den Linden* s'appelait avant *Stalinallee* et c'est là que s'est déroulée la révolte des ouvriers en 1953). Les jeunes, frustrés, commencèrent à crier "Il faut démolir le Mur". Mais les tentatives de transformer cela en une sorte de manifestation politique pro-capitaliste n'ont pas marché. Les manifestants ont chanté l'Internationale aux cris de "Nous voulons Gorbatchev!" se sont dirigés vers l'ambassade soviétique toute proche. Le *New York Times* a été pratiquement le seul dans la presse internationale à prétendre que, lorsque l'Internationale a été chantée, "l'intention était apparemment ironique" (10 juin).

A cette occasion, les flics de Berlin-Est n'ont pas été à la hauteur de leur réputation de brutalité. Mais quand les jeunes ont tenté de franchir les cordons de sécurité, des manifestants ont été molestés et plusieurs centaines d'entre eux ont été arrêtés. Les journaux ouest-allemands ont essayé d'en tirer le meilleur profit (au moins dans la mesure où ses reporters ont été malmenés), mais il n'y avait pas grand-chose à exploiter. Les manifestants ont été relâchés le lendemain et aucune charge n'a été retenue contre eux.

Les jeunes fans de rock, qui ve-

Allemagne...

Suite de la page 13

naient de toute l'Allemagne de l'Est et qui n'avaient apparemment aucun lien avec le maigre "mouvement de la paix" est-allemand, traitaient les policiers de "cochons" et hurlaient "Kreuzberg". Cette référence à l'émeute policière du mois précédent contre ceux qui s'opposaient au recensement en Allemagne de l'Ouest, dans le quartier immigré du Kreuzberg à Berlin-Ouest, montre bien l'opinion qu'ont les jeunes Allemands de l'Est de la "démocratie" capitaliste ouest-



AP
Bitburg, 1985 -- Reagan et Kohl ont rendu hommage aux criminels de guerre SS.

allemande.

Ce n'est pas Reagan, Kohl ou le social-démocrate Willy Brandt que la jeunesse est-allemande oppose à Honecker. C'est vers le dirigeant soviétique Gorbatchev qu'ils dirigent leurs espoirs de libéralisation, surtout du fait que la bureaucratie de RDA est contre Glasnost (ils ont été jusqu'à censurer certains discours de Gorbatchev dans la presse est-allemande). D'après la presse, il y aurait en conséquence, un regain d'intérêt pour les études soviétiques en RDA.

Aimer le rock occidental pour échapper à la médiocrité de la vie bureaucratique dans un Etat ouvrier déformé est loin de signifier qu'on est en faveur du capitalisme. Même la radio et la télévision de RFA, qui sont censées véhiculer la propagande impérialiste, peuvent être une arme à double tranchant. Les médias ouest-allemands sont aussi une source d'informations sur le chômage, le racisme, la brutalité policière et les crimes fascistes sous le régime capitaliste. Le fait que les jeunes de Berlin-Est s'identifient à ceux du Kreuzberg a conduit le journal libéral ouest-allemand *Die Zeit* à se demander si les jeunes qui s'affrontent à la police, même quand il s'agit des Vopos est-allemands (*Volkspolizei*), étaient des "combattants de la liberté".

Reagan, dont la cote de popularité dans l'opinion publique ouest-allemande est plus basse que celle de Gorbatchev,

est allé à Berlin-Ouest quelques jours après pour essayer d'exploiter au maximum les événements du 8 juin à Berlin-Est. Pour répondre aux "appels à la liberté" de la jeunesse est-allemande, il a dénoncé le Mur au nom de la "démocratie". Le résultat a été un fiasco: la répression du "monde libre" a fait que les Vopos eux-mêmes avaient l'air de boy-scouts.

Non seulement la foule assemblée pour voir les singeries de Reagan devant la porte de Brandebourg était essentiellement composée de militaires américains, mais de l'autre côté du Mur, il n'y avait que quelques centaines de personnes. Reagan, protégé par un double vitrage pare-balles et un enclos de barbelés, s'est exclamé: "Monsieur Gorbatchev, ouvrez cette porte!" La veille, le personnel de l'ambassade américaine avait dû effacer les embarrassants "Reagan go home!" et les "Yankees out of Nicaragua!" qui avaient été peints sur le Mur.

Berlin-Ouest avait été transformée en forteresse policière: non seulement les 10000 flics de la ville avaient été mobilisés, mais un millier d'autres avaient été importés d'Allemagne de l'Ouest. Le quartier du Kreuzberg avait été complètement bouclé et il y avait eu un ratissage policier de 5 heures. Mais la répression brutale et les arrestations en masse n'ont pas empêché 50000 jeunes de manifester contre Reagan la veille de sa visite. Berlin-Ouest ressemblait à une ville assiégée: le métro était fermé ainsi que le grand magasin le plus important, le Kadewe ("Grand magasin de l'Ouest"); des tireurs d'élite sur les toits, des hélicoptères qui sillonnaient le ciel et des rues pleines de cars de police et de voitures blindées.

LE MUR DE BERLIN ET LA GUERRE FROIDE

Le chancelier Kohl et le maire CDU de Berlin-Ouest, Eberhardt Diepgen, bien qu'ils ne se soient pas associés au show de Reagan, sont tout à fait capables aussi de crier "Ouvrez le Mur!" En août 1986, sous l'oeil bienveillant de l'ambassadeur de Reagan, plusieurs centaines de jeunes de la CDU ont été envoyés à Berlin aux frais du gouvernement pour un rassemblement anticommuniste contre le Mur. Après le rassemblement CDU officiel, deux cent skinheads fascistes hurlant "Hitler reviendra" ont marché sur le Mur et essayé (sans succès) de provoquer les gardes-frontière est-allemands pour avoir un martyr anticommuniste. La sinistre secte Moon a essayé cette année de faire la même chose sans grand succès et a dû, de plus, affronter quelques militants de gauche de Berlin-Ouest.

La campagne anticommuniste de l'an dernier en Allemagne de l'Ouest, autour du 25e anniversaire de la construction du mur de Berlin, coïncidait avec une hystérie raciste et démagogique sur l'Überfremdung (invasion étrangère) -- autrement dit une campagne de terreur raciste contre les ouvriers immigrés et les réfugiés du tiers monde. L'impérialisme allemand demande à la fois que le Mur devienne plus "permeable" pour les Allemands de l'Est et complètement étanche contre les Iraniens, Tamouls et autres gens à peau brune qui fuient la misère et l'oppression.

Que penser du mur de Berlin? Il représente une défense, quoique de manière bureaucratique, de l'économie collectivisée de la RDA. Voilà la raison pour laquelle la bourgeoisie le hait et pour laquelle nous, trotskystes, le défendons. Le mur de Berlin était une mesure économique pour empêcher l'émigration en masse. Dans les années 50, des dizaines de milliers d'ouvriers qualifiés qui avaient été formés en RDA cherchaient une vie plus facile dans l'Ouest capitaliste dont l'économie était, à l'époque, en pleine expansion. L'exode avait été en partie provoqué et organisé par une campagne de la CIA. Les dirigeants de l'Etat ouvrier déformé est-allemand ont finalement réagi pour assurer leur propre survie. C'est l'autre face de la double nature de la bureaucratie stalinienne qui doit parfois défendre les formes de propriété collectivisée sur lesquelles

elle repose.

La construction du Mur représentait donc un recul par rapport aux illusions dans la possibilité de faire un marché avec l'impérialisme de l'OTAN. Comme l'écrivait Eleanor Dulles, un des champions de la guerre froide, dans "One Germany or Two" (1970): "Le Mur était le résultat inévitable de la décision des dirigeants soviétiques de limiter la politique de détente et de maintenir un Etat socialiste séparé entre la République fédérale, la Pologne et la Tchécoslovaquie." Pour les impérialistes, le Mur est devenu un symbole de la guerre froide parce qu'il a été érigé pour faire barrage à la réunification capitaliste de l'Allemagne.

Le mur de Berlin, n'a jamais été la mesure efficace de police de la pensée totalitaire, destinée à isoler la population d'Allemagne de l'Est, que dépeint la propagande anticommuniste. Comment pourrait-il l'être? Pratiquement toute la RDA reçoit la télévision ouest-allemande, que ça plaise ou non à la bureaucratie est-allemande, et ça ne lui plaît certainement pas.

Pour les besoins de leur *Ostpolitik* impérialiste, les sociaux-démocrates mettent depuis un certain temps la sourdine à leur hostilité au Mur. Willy Brandt a même déclaré qu'il "stabilisait" la situation. Aujourd'hui, les démocrates-chrétiens en font autant. Il n'y eut guère qu'Alfred Dregger, CDU de droite, qui fût prêt à faire le parallèle entre la

"Balayez la crotte à Bonn -- nous à Pankow [Berlin-Est], nous nettoyons la maison".

Le soulèvement du 17 juin avait pour but une Allemagne rouge et soviétique; ce n'était pas une révolte anticommuniste comme les propagandistes de "la journée de l'unité allemande" voudraient nous le faire croire. Il annonçait la révolution politique contre la bureaucratie de la RDA et il faut une direction trotskyste pour la gagner. Honecker, soi-disant gardien "du socialisme dans un demi-pays" est hostile à la lutte révolutionnaire en Allemagne de l'Ouest, plaque tournante de l'OTAN, et préconise une politique dangereuse et illusoire de "coexistence pacifique" avec les impérialistes. Pourtant, le statu quo de guerre froide que Honecker cherche à maintenir ne peut au bout du compte pas durer.

Le sort de l'Allemagne divisée ne sera pas réglé dans l'isolement national. La réunification révolutionnaire de l'Allemagne par une révolution socialiste à l'Ouest et une révolution politique prolétarienne à l'Est ne sera possible que dans le contexte d'une révolution s'étendant à toute l'Europe. La victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nazie dans la Deuxième Guerre mondiale, qui a coûté 20 millions de morts à l'Union soviétique, a mis cette tâche à l'ordre du jour de l'histoire. Mais les staliens ont étouffé dans l'oeuf les révolutions prolétariennes en Europe de l'Ouest. Washington a transformé les zones



Der Spiegel
Le 18 juin 1953 -- Les ouvriers est-allemands se soulèvent contre le régime stalinien et appellent les ouvriers de l'Ouest à "balayer la crotte à Bonn".

manifestation des jeunes du 8 juin et la révolte des ouvriers est-allemands du 17 juin 1953. En guise de réponse, le journal libéral *Die Zeit* a déclaré que les récentes manifestations étaient "un faux pas embarrassant dans la normalisation germano-allemande" et que "les rappels du 17 juin 1953 sont vraiment tirés par les cheveux". Le magazine *Stern* titrait même: "Débarrassons-nous du 17 juin."

POUR LA REUNIFICATION REVOLUTIONNAIRE DE L'ALLEMAGNE!

Le 17 juin appartient à la classe ouvrière allemande et non à la bourgeoisie revanchiste. Cela a commencé lorsque des ouvriers du bâtiment ont défilé dans la Stalinallee pour s'opposer au salaire aux pièces. Ensuite, ils ont demandé le départ d'Ulbricht, le prédécesseur de Honecker. La grève s'est étendue à toute l'Allemagne de l'Est et a paralysé la bureaucratie. La question du pouvoir était posée: un rassemblement de masse des ouvriers de la métallurgie de Berlin-Est a avancé le mot d'ordre de gouvernement ouvrier métallurgiste basé sur les comités de grève. Ils étaient ouvertement pro-socialistes. Dans la gare de Halle, les grévistes avaient accueilli les voyageurs de l'Ouest avec une banderole disant

allemandes sous occupation impérialiste en un Etat ouest-allemand séparé qui sert de tête de pont à la stratégie de refoulement antisoviétique de l'OTAN.

L'Allemagne de l'Est, où le capitalisme a été exproprié pour l'autopréservation de la bureaucratie, est devenue depuis d'une importance vitale pour le bloc soviétique. D'autre part, la politique de glasnost de Gorbatchev a éveillé de nouveaux espoirs chez les ouvriers et la jeunesse d'Allemagne de l'Est, pour une vie meilleure et plus libre. Si la puissance sociale des prolétariats industriels des deux Allemagne est réunie dans un axe de révolution socialiste en Europe, ceux-ci trouveront des alliés dans les classes ouvrières européennes, du Portugal à l'URSS. Une Allemagne soviétique prendra la place qui lui revient de bastion industriel des Etats-Unis socialistes d'Europe. La ville de Berlin, réunifiée, deviendra la capitale d'une Allemagne soviétique et le prolétariat victorieux rasera le mur de Berlin. Il faut construire un parti mondial trotskyste pour diriger la lutte pour la révolution socialiste dans le monde capitaliste et balayer les bureaucraties staliennes, de Berlin-Est à Pékin en passant par Moscou. Il est urgent et nécessaire de construire la section allemande d'une Quatrième Internationale reforcée!

-- Traduit de Workers Vanguard n°438

12F
port
inclus

Pourquoi
L'U.R.S.S.
n'est pas
capitaliste

Ligue trotskyste de France
tendance marxiste
internationale

Ecrire au Bolchévik:
B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Paris-Bonn...

Suite de la page 16

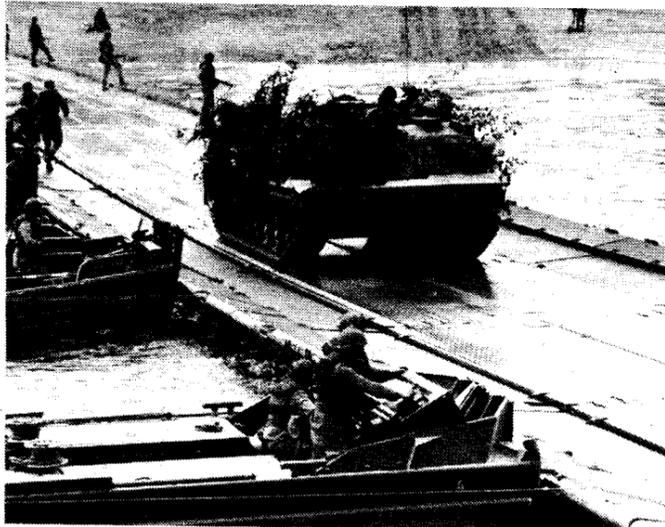
nous nous prononçons en faveur d'une politique efficace de défense nationale et donc pour une armée nationale, dotée des moyens militaires nécessaires. Ainsi, nous avons agi et nous continuerons d'agir pour que la défense aérienne soit dotée du Rafale, pour que la défense terrestre le soit du char Leclerc, pour que cesse le déclin de la défense maritime" (déclaration de Marchais à l'Assemblée nationale le 9 avril, *l'Humanité*, 10 avril). Soutenir ainsi la "défense nationale" de la France impérialiste signifie, dans les faits, soutenir ses préparatifs de guerre contre l'URSS. A bas le bellicisme antisoviétique de l'impérialisme français! A bas l'axe militaire Paris-Bonn!

LA FORCE DE FRAPPE, ATOUT MAÎTRE POUR L'AXE PARIS-BONN

A vrai dire, ce n'est pas tant la FAR qui intéresse l'impérialisme allemand -- en tout état de cause, son rôle militaire ne serait que marginal -- mais plutôt l'arsenal nucléaire français. Episode significatif, les responsables de "Moineau hardi" durent ordonner à la division mécanisée ouest-allemande, qui simulait les "rouges", de ralentir sa progression pour que la "contre-attaque" de la FAR puisse se dérouler suivant le scénario et l'horaire convenus. Evidemment, une division soviétique ou tchécoslovaque risquerait d'être beaucoup moins coopérative!

Si les missiles à courte portée Pluton (ainsi que, dans la version actuellement prévue, leurs successeurs

les Hadès) inquiètent toujours les Allemands (qu'ils soient tirés depuis le territoire français ou celui de la RFA, leur utilisation précipiterait l'Allemagne entière dans un enfer atomique), les autres armes nucléaires françaises, qu'elles soient "pré-stratégiques", comme le missile ASMP tiré d'avion, ou stratégiques, (et, tirées du plateau d'Albion ou de sous-marins), peuvent frapper Moscou à partir du territoire de l'Europe de l'Ouest. Elles pourraient donc remplacer les "euromissiles" américains



Le "clou" de la manoeuvre "Moineau hardi", le passage du Danube. Un entraînement pour le passage de l'Elbe?

si jamais l'option "double zéro" devenait une réalité.

La force de frappe française est loin d'être une "bombinette". Le programme de "modernisation" des sous-marins lance-missiles (SNLE), engagé sous Giscard et accéléré sous Mitterrand -- avec le soutien du PCF qui a voté les budgets de

guerre de 1981 à 1984 et approuvé la construction du septième SNLE -- a fait passer en quelques années le nombre d'ogives nucléaires de la force de frappe à plus de 500. Et avec l'entrée en service récente de l'ASMP, les bombardiers Mirage 4 peuvent à nouveau frapper jusqu'à Moscou. Cela rend d'autant plus dangereuse pour la sécurité de l'URSS la concession faite par Gorbatchev dans les négociations pour l'"option zéro", d'accepter de ne pas tenir compte des arsenaux nucléaires fran-

leurs congénères allemands) que Gorbatchev écartera ou réduira le danger d'attaque nucléaire contre l'URSS. Bien au contraire.

PAS D'ILLUSIONS DANS LA "DETENTE"

On n'écartera pas davantage le danger d'holocauste thermonucléaire en essayant de faire pression sur Mitterrand-Chirac pour qu'ils se joignent au "processus de désarmement". De toute façon, les commandants en chef de l'impérialisme français ont signifié, on ne peut plus clairement, qu'il n'était pas question, en aucun cas, de toucher à la force de frappe. Et il y a sur ce point un consensus général dans la bourgeoisie française, qui sait pertinemment que, sans un arsenal thermonucléaire sans cesse renforcé et modernisé, elle ne peut pas espérer jouer à la "grande puissance" dans les conseils de l'OTAN. En appelant à "saisir la chance historique du désarmement nucléaire", les dirigeants sociaux-chauvins du PCF (qui continuent simultanément à proclamer leur soutien sans faille à la "défense nationale" et à la force de frappe) ne font qu'entretenir parmi les travailleurs et la jeunesse de dangereuses illusions dans la possibilité de transformer l'impérialisme français en "facteur de paix et de progrès". Les mots d'ordre de "désarmement" ne désarment que la classe ouvrière. Nous, trotskystes, disons: A bas l'OTAN! A bas la force de frappe! Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise! Pas d'illusions dans la "détente"! Défense de l'URSS contre les menaces d'agression impérialiste!

Le krach de 87...

Suite de la page 7

Deal de Franklin Roosevelt n'a pas conduit à un rétablissement réel. Il a réussi, par contre, à empêcher un mouvement prolétarien socialiste d'enterrer le capitalisme banqueroutier des années 30. L'impact de la grande dépression poussa la classe ouvrière américaine à s'organiser pour la première fois au sein de syndicats industriels de masse. Cependant, en grande partie à cause des staliniens et des sociaux-démocrates qui se trouvaient à la tête de ces syndicats, la radicalisation du mouvement syndical américain qui commençait alors fut détournée vers le parti Démocrate de Roosevelt.

C'est un mythe libéral que c'est le New Deal et la politique économique keynésienne de Roosevelt qui ont sorti les Etats-Unis de la dépression. En 1937, à l'apogée du New Deal, les Etats-Unis subirent une nouvelle crise économique majeure au cours de laquelle la production industrielle chuta de 30% et les effectifs dans l'industrie de 25%. L'économie américaine ne retrouva pas son niveau d'avant 1929 jusqu'à ce que la boucherie impérialiste de la Deuxième Guerre mondiale ne fasse tourner à plein les industries de guerre.

Cette guerre, et en particulier celle menée contre le Japon, trouvait son origine dans les guerres commerciales interimpérialistes exacerbées par la dépression. Après 1929, une vague de protectionnisme balaya le capitalisme occidental. Le Japon, coupé de ses marchés d'exportation traditionnels, entreprit de créer en Extrême-Orient un empire économique isolé, appelé la grande sphère de coprosperité d'Asie orientale. Pour conserver leurs colonies et semicolonies (comme la Chine) en Asie orientale, les puissances impérialistes occidentales eurent recours d'abord à la guerre économique contre le Japon. En juillet 1941, les Américains, les Britanniques et les Hollandais arrêterent toute livraison de pétrole au Japon, qui riposta six mois plus tard avec l'attaque sur Pearl Harbour.

L'impérialisme US termina la guerre en perpétrant un holocauste nucléaire: l'anéantissement atomique des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, ordonné par le Démocrate libéral

Harry Truman. Le Japon était déjà battu et ses dirigeants cherchaient à mettre fin à la guerre. Les Etats-Unis lâchèrent la bombe sur des populations civiles du Japon pour plusieurs raisons. Par acharnement raciste contre les Japonais, pour voir si elle fonctionnerait (après tout, ils avaient dépensé pour ça plusieurs milliards de dollars), et aussi -- et ce n'est pas la moindre des raisons -- afin d'intimider l'Union soviétique. Les cadavres irradiés d'Hiroshima et de Nagasaki furent, en un sens, les premières victimes de la guerre froide contre la Russie.

LE COMMUNISME EST LE DERNIER ET LE MEILLEUR ESPOIR DE L'AMERIQUE

A l'intérieur même des Etats-Unis, la course à la guerre antisoviétique bipartisanne est dirigée contre les syndicats, contre les Noirs et contre tous ceux que méprise cette classe dirigeante raciste. Aujourd'hui, tous les indices montrent qu'aux Etats-Unis l'homme de la rue a vu son niveau de vie se dégrader nettement au cours des 15 dernières années, et que plus on est au bas de l'échelle économique, plus on souffre. Il y a maintenant 20 millions d'Américains qui se couchent en n'ayant pas mangé à leur faim, et des millions d'autres sont sans abri.

Et ce sont les Noirs qui sont les plus mal lotis. Une étude récente menée par le sociologue noir William Julius Wilson, *The Truly Disadvantaged* (1987), a montré que malgré les lois sur les droits civiques et les programmes de la "grande société", la vie est devenue de plus en plus misérable pour la "sous-classe" des Noirs piégés dans les ghettos. On peut résoudre le problème en y consacrant de l'argent. Mais d'abord il faut avoir cet argent, et l'administration des impôts n'est pas au-dessus des classes. Pour faire vraiment payer les riches, la classe ouvrière doit prendre le pouvoir.

Les réformistes comme le Parti communiste (PC) présentent régulièrement des listes de programmes de subventions comme des programmes fédéraux massifs pour reconstruire les villes, réparer les rues et les ponts qui s'écroulent, améliorer les transports en commun, remplacer les taudis par des logements décents et abordables, baisser les loyers, éliminer les impôts pour les familles

à faibles revenus, arrêter les ventes hypothécaires de fermes, assurer des soins médicaux gratuits, des crèches, la gratuité de l'éducation, etc., sans parler d'interdire les attaques racistes, mettre les missiles à la ferraille, réduire drastiquement le budget militaire et ainsi de suite. L'article du journal du PC, *Daily World*, du 22 octobre sur le "Krach de 87" propose une "déclaration des droits des travailleurs" pleine de bonnes choses. Ce qu'ils ne vous disent pas, c'est qu'on ne peut pas légiférer ces choses-là sous le capitalisme. Pour que le réformisme fonctionne, il faut une révolution.

Au fond, il s'agit d'une question politique. On peut résoudre beaucoup de problèmes avec des "transferts financiers intérieurs" -- rendre la vie vivable pour les Noirs, les Latino-Américains, les chômeurs, les sans-abri, les mères de famille qui touchent l'aide sociale, les toxicomanes, etc. Et nous, communistes, avons l'intention de faire cela. Mais d'abord il faut écraser le pouvoir de la bourgeoisie. Pour cela, il faut construire un parti ouvrier, un parti qui ne "respecte"

pas les valeurs de la propriété de la bourgeoisie, un parti qui dise aux exploités et aux opprimés: nous voulons davantage, nous voulons tout, ça devrait être à nous, donc prenez-le. Et quand nous aurons la richesse de ce pays, nous commencerons à construire une économie socialiste planifiée à une échelle internationale. Alors nous pourrions réparer certains crimes historiques et payer certaines dettes laissées par nos dirigeants, comme quelque dix milliards de dollars aux Vietnamiens et aux autres dont les pays ont été mutilés par le passage des chars américains. Et comme "compensation" aux gens qui ont conduit les Etats-Unis à la ruine, nous pouvons offrir à ceux qui ne se mettent pas en travers de notre chemin de vivre pour voir leurs petits-enfants grandir dans une société véritablement humaine.

Il nous faut un parti ouvrier pour nous emparer de la richesse de l'Amérique avant que la bourgeoisie ne la dilapide tout entière. Battez-vous, ne vous laissez pas mourir de faim -- Pour la guerre de classe aux Etats-Unis.

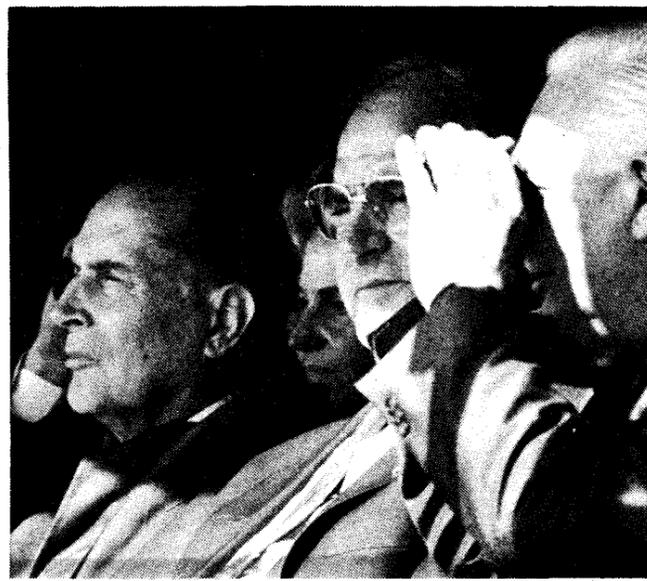
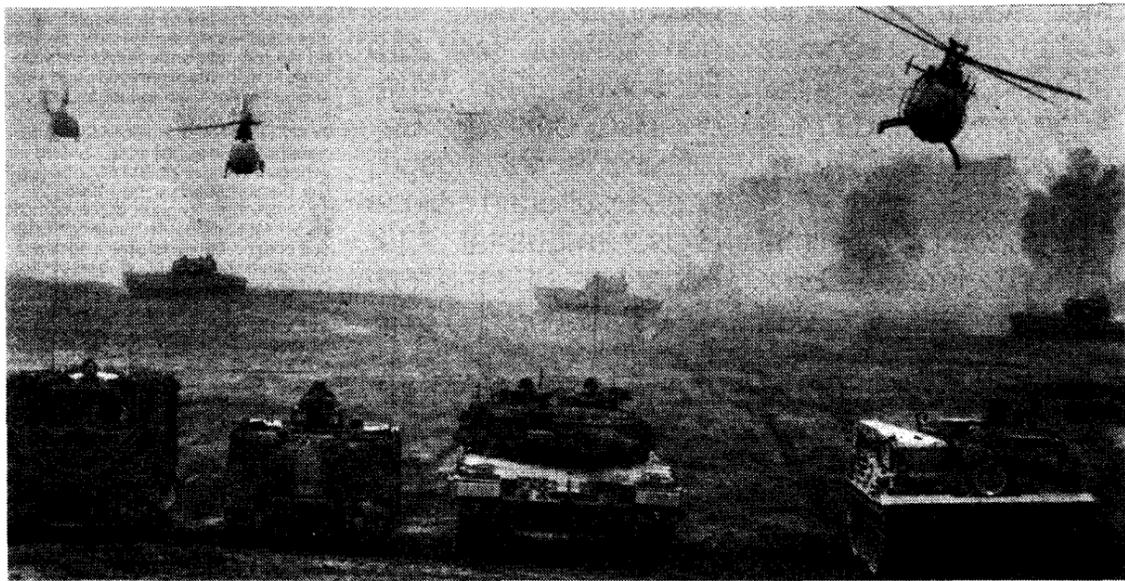
Nouvelle-Calédonie

La "justice" coloniale appelle au meurtre

Les 7 meurtriers de Hienghène ont été acquittés le 29 octobre par la "justice" coloniale de Nouméa, pour qui tendre une embuscade à 10 Kanaks et les abattre ensuite de sang-froid est un acte de "légitime défense". Les gendarmes et les paras "ratissent" les villages kanaks, perquisitionnent, saccagent les habitations, arrêtent enfants et vieillards, multiplient les exactions pour terroriser la population. Le colonialisme français a déclaré qu'il ne reculerait devant aucune atrocité pour se maintenir en Nouvelle-Calédonie, et la stratégie de "pression morale" non violente sur le gouvernement Mitterrand-Chirac et de repli sur la "coutume" appliquée par le FLNKS apparaît de plus en plus comme une impasse

tragique pour le peuple kanak. Pourtant au même moment, à Tahiti, le pouvoir colonial est ébranlé par la grève du puissant syndicat des dockers et la révolte d'une population tahitienne condamnée à la misère et à la marginalisation. Des travailleurs tahitiens de Papeete et de Nouvelle-Calédonie, les Kanaks, les Wallisiens, toute la mosaïque d'ethnies que le colonialisme français s'est ingénié à dresser les unes contre les autres pour maintenir sous sa botte les "confettis de l'empire", doivent unir leurs forces avec celle des prolétaires de la région et de la métropole pour abattre cet édifice colonial qui craque aujourd'hui de toutes parts. Chassez la France du Pacifique!

Manœuvres "Moineau hardi" en RFA



Les faucons impérialistes français et allemands aux manœuvres antisoviétiques "Moineau hardi"

Der Spiegel

Sygm

A bas l'axe antisoviétique Paris-Bonn

Depuis l'annonce par les négociateurs soviétiques et américains, le 18 septembre, qu'ils étaient parvenus à un "accord de principe" sur l'option "double zéro" (l'élimination des missiles nucléaires américains et soviétiques à courte et moyenne portée en Europe), une effervescence diplomatique s'est emparée des capitales impérialistes d'Europe de l'Ouest. Les dirigeants européens craignent que le retrait de ces missiles américains ne soit suivi d'un retrait des troupes américaines stationnées sur le vieux continent. En France, les va-t-en guerre antisoviétiques de la "cohabitation" partagent évidemment ces craintes d'un "désengagement" américain.

Mais Mitterrand-Chirac se sont aussi rendu compte que l'option "double zéro", si jamais elle se réalise, ferait de la France impérialiste la seule puissance occidentale disposant d'armes nucléaires "intermédiaires" sur le continent européen. Ils cherchent dès maintenant à escompter ce privilège futur pour renforcer leur influence dans les conseils de l'OTAN -- et la route qui mène vers la réalisation de ce rêve de "grandeur de la France" passe obligatoirement par Bonn, la seule vraie puissance militaire et économique d'Europe de l'Ouest.

Mitterrand a saisi l'occasion de sa visite en RFA pour se présenter comme le grand visionnaire (dans la plus théâtrale tradition gaulliste) de la "défense européenne". Et il a réussi à trouver un public compréhensif: M. Genscher, le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, l'a ainsi qualifié de "grand architecte de l'Europe". Il faut dire que le président "socialiste" français a de sérieuses références en matière de bellicisme antisoviétique. Dès son arrivée au pouvoir, il avait fait campagne activement en faveur des Pershing 2 et des missiles de croisière (des armes nucléaires de première frappe braquées directement sur Moscou), allant jusqu'à intervenir énergiquement à la tribune du Bundestag, en janvier 1983, contre le "neutralisme" de la social-démocratie allemande (cf. "Le coq antisoviétique au Bundestag", le *Bolchévik* n°37, février 1983).

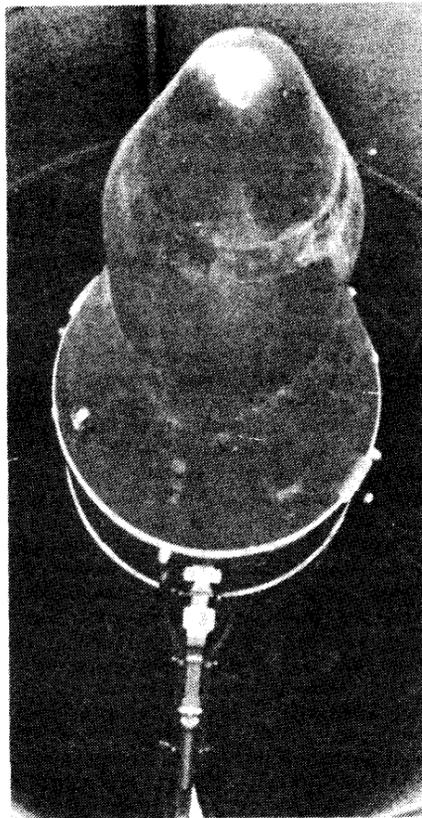
Depuis ce coup d'éclat, Mitterrand a lancé ou approuvé toute une série d'initiatives destinées à ouvrir la voie à une "défense européenne".

Le développement des projets d'un hélicoptère de combat franco-allemand et du lanceur Ariane a été poursuivi. En juin dernier, les gouvernements français et allemand annonçaient qu'ils étudiaient la création d'une brigade franco-allemande de 3000 hommes qui constituerait un "embryon de défense européenne". Et le 25 septembre, Paris et Bonn annonçaient leur intention de mettre sur pied un conseil de défense commun dont la fonction serait de "coordonner les décisions et d'harmoniser les analyses dans les domaines de la sécurité, de la défense, de la recherche, des armements, de l'organisation et du déploiement d'unités communes".

LE FAUCON ANTISOVIETIQUE "MOINEAU HARDI"

Du 21 au 25 septembre, la manœuvre "Moineau Hardi-Kecker Spatz", pour la première fois depuis la sortie de la France de l'organisation intégrée de l'OTAN en 1966, a placé des troupes françaises sous le commandement d'un officier de la Bundeswehr. 20000 soldats de la Force d'action rapide (FAR) ont participé, aux côtés de 55000 soldats ouest-allemands, à un exercice sur un thème (officiel) traditionnel: repousser l'armée d'un "agresseur rouge" venu de l'Est -- dans ce cas précis, de Tchécoslovaquie. Mais le scénario de la "bataille" et la participation de la FAR -- le fer de lance de l'armée française avec ses régiments d'hélicoptères de combat -- donnaient à "Moineau hardi" un caractère particulièrement sinistre. Le message des organisateurs français et allemands de cette manœuvre à destination des observateurs présents (dont des officiers des pays du pacte de Varsovie) et du monde entier, c'est que la FAR est prête à se précipiter à la rescousse d'une armée ouest-allemande submergée par les hordes de l'Est, colmater la brèche et sauver l'"Europe libre" du communisme. Au même moment, dans le nord de la RFA, des commandos français participaient aux grandes manœuvres de l'OTAN. Bien que "Moineau hardi" ait été

présenté comme une manœuvre "défensive", son morceau de bravoure a été une "contre-attaque" d'envergure de la FAR sur la rive "ennemie" d'un grand fleuve (le Danube). Aujourd'hui le Danube, demain l'Elbe? Les manœuvres se tenaient à quelques kilomètres de la Tchécoslovaquie. Le rapprochement s'impose tellement naturellement que le chef de l'état-major de l'armée de terre, le général Maurice Schmitt, s'est senti obligé de déclarer: "Nous ne préparons pas [...], l'invasion de la Tchécoslovaquie. Tous nos traités sont défensifs" (*le Monde*, 25 octobre). Cela n'a apparemment pas suffi pour rassurer les officiers tchécoslovaques, présents à



Sygm

Les missiles thermonucléaires du plateau d'Albion sont braqués sur l'URSS.

titre d'observateurs, qui ont protesté publiquement contre le fait que les responsables français de "Moineau hardi" leur dissimulaient des éléments importants de la manœuvre.

Politiquement, "Moineau hardi" était destiné à préparer le terrain pour une nouvelle phase de la coopération franco-allemande, à quelques mois du 25^e anniversaire du "traité d'amitié" franco-allemand signé par de Gaulle et Adenauer. Le dernier jour de la manœuvre, Mitterrand et Kohl posaient pour les caméras sur un pont artificiel jeté entre les deux rives du Danube, là où les forces françaises venaient de porter un coup fictif mais décisif à l'"ennemi". A cette occasion, *le Monde* écrivait: "M. Mitterrand, en assistant, précisément, à cette phase de l'exercice, lève les inhibitions ou les ambiguïtés politiques qui entourent, depuis plus d'une vingtaine d'années, les conditions d'entrée en guerre de la France aux côtés de ses alliés européens" (24 septembre).

MARCHAIS: LE BOCHE, VOILA L'ENNEMI!

Ce renforcement de l'axe militaire Paris-Bonn a été l'occasion pour la direction du PCF de donner libre cours à son chauvinisme antiboche. *L'Humanité Dimanche*, par exemple, a publié le 28 juin une "lettre imaginaire d'un soldat franco-allemand en 1997" intitulée "La France en kaserne" (sic) et où l'on pouvait lire: "La Marseillaise ne résonnera pas, remplacée par un air militaire, une strophe en français, une en allemand. Le drapeau national a été abandonné depuis trois ans, et c'est donc derrière notre emblème, l'aigle, que nous défilerons au pas de l'oie. Le coq ne faisait pas assez guerrier."

Pour dénoncer le militarisme allemand, Marchais et Cie ne sont jamais en reste. Mais devant le drapeau tricolore du militarisme impérialiste français, des soi-disant "communistes" se retrouvent au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon: "Nous avons toujours été et nous sommes pour une réelle défense de la France. Pour nous, rien n'est plus important que l'indépendance et la souveraineté nationale, et nous savons que l'indépendance et la souveraineté se défendent. C'est pourquoi

Suite page 15